

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 1779

[2009/202166]

27 MARS 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à la coexistence des cultures génétiquement modifiées avec les cultures conventionnelles et les cultures biologiques

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 19 juin 2008 relatif à la coexistence des cultures génétiquement modifiées avec les cultures conventionnelles et les cultures biologiques;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 23 mars 2009;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 27 mars 2009;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'autorité fédérale en date du 9 octobre 2008;

Vu l'avis 45.970/4 du Conseil d'État, donné le 4 mars 2009, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant le Règlement (CE) n° 1829/2003 du Parlement européen et du Conseil du 22 septembre 2003 concernant les denrées alimentaires et les aliments pour animaux génétiquement modifiés;

Considérant le Règlement (CE) n° 1830/2003 du Parlement européen et du Conseil du 22 septembre 2003 concernant la traçabilité et l'étiquetage des organismes génétiquement modifiés et la traçabilité des produits destinés à l'alimentation humaine ou animale produits à partir d'organismes génétiquement modifiés, et modifiant la Directive 2001/18/CE;

Considérant le Règlement (CE) n° 834/2007 du Conseil du 28 juin 2007 relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques et abrogeant le Règlement (CEE) n° 2092/91;

Sur proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Objet et définitions*

Article 1^{er}. Le présent arrêté fixe les règles de coexistence entre cultures conventionnelles, cultures biologiques et cultures génétiquement modifiées, en application du décret du 19 juin 2008 relatif à la coexistence des cultures génétiquement modifiées avec les cultures conventionnelles et les cultures biologiques, en conformité avec l'article 26bis de la Directive 2001/18/CE, autorisant les États membres de l'Union européenne à prendre les mesures nécessaires pour éviter la présence accidentelle d'organismes génétiquement modifiés dans d'autres produits, tel qu'inséré dans la Directive 2001/18/CE par l'article 43 du Règlement (CE) n°1829/2003 du Parlement européen et du Conseil du 22 septembre 2003 concernant les denrées alimentaires et les aliments pour animaux génétiquement modifiés.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1^o décret : le décret du 19 juin 2008 relatif à la coexistence des cultures génétiquement modifiées avec les cultures conventionnelles et les cultures biologiques;

2^o bordure : les rangées de plantes non génétiquement modifiées établies en périphérie d'une parcelle de plantes génétiquement modifiées de la même espèce;

3^o Ministre : le Ministre qui a l'agriculture dans ses attributions;

4^o Service : la Direction de la Qualité de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie, qui est désignée comme autorité de contrôle.

En outre, les définitions fixées dans le décret s'appliquent en tant que de besoin.

CHAPITRE II. — *Conditions et procédure pour l'inscription des cultures de plantes génétiquement modifiées*
*Conditions d'exploitation**Section 1^{re}. — Notifications aux tiers et obligations incombant aux tiers*

Art. 3. Les notifications préalables à l'inscription d'une culture de plantes génétiquement modifiées (PGM) visées à l'article 5, 1^o, 2^o et 3^o du décret se font sur des formulaires que le Service tient à la disposition du producteur qui a l'intention de mettre en place cette culture de PGM. Ces formulaires contiennent au minimum les informations et engagements repris respectivement aux annexes 2.1, 2.2 et 2.3. Ces notifications sont adressées aux tiers concernés selon toute modalité qui permet au producteur notifiant de prouver leur bonne réception par ces tiers.

Art. 4. § 1^{er}. Tout producteur voisin ayant reçu la notification de l'intention d'un producteur de mettre en culture des PGM s'engage, sur le formulaire de notification qu'il a reçu, soit à ne pas cultiver de plantes génétiquement compatibles en deçà de la distance de séparation, soit à cultiver des plantes génétiquement compatibles en deçà de la distance de séparation. Le producteur voisin localise sur une carte au 1/5.000^e, fournie par le producteur notifiant, toutes les parcelles dont les limites s'étendent en deçà de la distance de séparation pour lesquelles il s'engage à cultiver ou à ne pas cultiver de plantes génétiquement compatibles. Le producteur voisin conserve une copie de l'engagement pris envers le producteur notifiant.

Si, au cours de la même année culturale, le producteur voisin cesse d'exploiter une des parcelles désignées à l'alinéa 1^{er}, il transmet copie de son engagement envers le producteur notifiant à tout producteur qui lui succéderait au cours de cette année culturale ou, à défaut de producteur lui succédant, au propriétaire de la parcelle, s'il n'en est pas lui-même le propriétaire. Cet engagement est transmis selon toute modalité qui permet au producteur voisin de prouver la bonne information du producteur lui succédant ou du propriétaire de la parcelle concernée. Le producteur succédant endosse l'engagement pris par le producteur ayant reçu la notification de mise en culture.

§ 2. L'engagement du producteur voisin à cultiver des plantes génétiquement compatibles sur une parcelle s'étendant en deçà de la distance de séparation rend irrecevable la demande d'inscription de la culture génétiquement modifiée auprès de l'autorité de contrôle, sauf si, conformément à l'article 7, 6^o, b, du décret, pour les cultures et sous les conditions reprises en annexe 1^{re}, le producteur voisin s'engage à utiliser ou commercialiser la récolte de la parcelle concernée étiquetée comme contenant des OGM, quelle que soit la teneur en OGM du produit récolté.

§ 3. Le producteur voisin est tenu de retourner au producteur notifiant l'engagement mentionné au § 1^{er} dans les 15 jours après la date d'envoi ou de remise du formulaire de notification. Le cachet de la poste ou la date d'un accusé de réception signé fait foi, tant pour l'envoi de la notification de mise en culture que pour l'envoi de l'engagement du producteur voisin. L'absence de réponse à la notification dans un délai de 15 jours calendrier après la date d'envoi est considérée comme un engagement tacite à ne pas cultiver de plantes génétiquement compatibles en deçà de la distance de séparation.

Art. 5. Les obligations du propriétaire faisant l'objet d'une notification d'intention de mise en culture de plantes génétiquement modifiées sur la parcelle qu'il possède, notification telle que prescrite par l'article 5, 3° du décret, sont définies par espèce en annexe 1^{re}.

Section 2. — La demande d'inscription

Art. 6. L'inscription d'une culture génétiquement modifiée auprès du Service, ci-après dénommée l'inscription, concerne une parcelle, telle que définie dans la déclaration de superficie et demande d'aides, pour la mise en culture d'une PGM donnée, pendant la première saison culturale suivant la demande d'inscription de la culture. Les parcelles contiguës exploitées par un seul producteur pour produire une seule et même espèce de PGM, caractérisée par un même événement génétique ou une même combinaison d'événements génétiques, ne font l'objet que d'une seule demande d'inscription.

La demande d'inscription est adressée au Service. Les dates ultimes de réception des demandes recevables sont fixées par espèces en annexe 1^{re}. Le Service peut reporter les dates fixées en annexe 1 si des circonstances climatiques particulières le justifient.

Art. 7. La demande d'inscription, visée à l'article 7 du décret, est adressée au Service sur un formulaire fourni par le Service. Le formulaire de demande d'inscription mentionne les engagements auxquels doit souscrire le producteur qui sollicite l'inscription d'une culture, tels que requis à l'article 5, 6° et 8° du décret.

Section 3. — Cotisations

Art. 8. En application de l'article 10 du décret, les composantes de la cotisation au Fonds sont fixées comme suit :

1° frais administratifs :

a. les frais de contrôle comportent une partie forfaitaire de 80 euros par parcelle à laquelle s'ajoute un montant variable fixé par espèce en annexe 1^{re};

b. les frais de dossier sont fixés à 50 euros par parcelle;

2° les frais de solidarité sont fixés en annexe 1^{re} par hectare et par parcelle, pour chaque espèce autorisée à la mise en culture.

Section 4. — Conditions générales d'exploitation

Art. 9. De par sa demande d'inscription, le producteur s'engage à informer le contrôleur désigné par le Service du jour de semis et du jour de la récolte, le plus tôt possible et dans tous les cas avant le semis ou la récolte. Le Service informe le producteur de l'identité et des coordonnées du contrôleur désigné, conjointement à la notification de l'inscription de la culture de PGM.

Art. 10. Tout producteur cessant l'exploitation d'une parcelle ayant porté une culture génétiquement modifiée, qu'il soit ou non propriétaire de cette parcelle, notifie au producteur qui lui succède sur la même parcelle, avant l'exploitation de la parcelle par ce dernier, les conditions d'exploitation qu'il est tenu de respecter. Le formulaire de notification est fourni par le Service. A défaut de producteur lui succédant, la notification est adressée au propriétaire de la parcelle. Les preuves de notification sont conservées par le producteur notifiant pendant 5 ans.

Celui qui procède à l'acquisition ou qui reprend de toute autre manière que ce soit le droit d'utiliser une parcelle sur laquelle des PGM ont été produites, s'engage, sur le formulaire de notification qu'il a reçu, à respecter les obligations liées à la parcelle.

Art. 11. § 1^{er}. Afin d'éviter la dissémination involontaire de semences ou de plants, le producteur ne remplit le semoir ou la planteuse qu'une fois l'équipement de semis entièrement situé sur la parcelle destinée à être emblavée avec les PGM, et le vide de ses semences ou de ses plants génétiquement modifiés avant de quitter ladite parcelle. Tout équipement annexe, susceptible d'exporter des semences ou plants hors de la parcelle concernée est correctement nettoyé avant de quitter celle-ci.

La même règle s'applique aux entreprises de travaux agricoles qui interviennent lors du semis ou de la plantation des PGM.

§ 2. La quantité de semences ou plants excédentaires après le semis ou la plantation, et l'utilisation qui en a été faite est mentionnée dans le registre d'exploitation visé à l'article 18. Les semences et plants sont conservés dans leur emballage d'origine, étiquetés conformément à la réglementation en vigueur et isolés physiquement de toutes autres semences ou plants.

La même règle s'applique aux entreprises de travaux agricoles qui stockent un surplus de semences ou de plants génétiquement modifiés.

§ 3. Lors de la récolte, le producteur limite au maximum l'égrenage par un réglage optimal du matériel. Après la récolte de la totalité ou d'une partie d'une parcelle de PGM, les engins de récolte sont nettoyés sur la parcelle, sans obligation de démontage, avant de quitter celle-ci.

La même règle s'applique aux entreprises de travaux agricoles qui interviennent lors de la récolte.

Art. 12. Dans le cas d'une culture génétiquement modifiée pour la résistance ou la tolérance à un herbicide, le producteur s'engage à ne pas cultiver de plantes d'une autre espèce résistante au même herbicide jusqu'à la fin de la durée de surveillance fixée par espèce en annexe 1^{re}.

Art. 13. La bordure éventuellement mise en place autour de la culture génétiquement modifiée est composée de plantes vivantes dont la floraison est synchronisée avec la floraison de la culture génétiquement modifiée.

Art. 14. Le producteur s'engage à détruire les repousses des précédents culturaux pendant toute la durée de surveillance définie par espèce en annexe 1^{re}.

Art. 15. Au cas où les équipements de nettoyage, de séchage, de chargement, d'emballage ainsi que les locaux de stockage du producteur, ne sont pas uniquement utilisés pour la manutention de PGM, ces équipements doivent être correctement nettoyés après leur utilisation pour des PGM.

Art. 16. Tout stockage, y compris le stockage ultérieur à la première transaction commerciale est organisé de façon à limiter au mieux la dissémination dans l'environnement de PGM, de telle sorte que le produit stocké ne constitue pas une source de contamination pour les cultures conventionnelles ou biologiques. Le Service vérifie par sondage que les conditions de transport et de stockage restent compatibles avec les principes de la coexistence et notamment qu'elles n'induisent pas de risque de contamination fortuite de cultures conventionnelles ou biologiques voisines.

Art. 17. Le producteur notifie, avant leur intervention, leurs obligations à toutes personnes physiques ou morales intervenant dans une parcelle de PGM, ainsi qu'aux personnes assurant le transport ou le stockage de la récolte et n'ayant pas fait l'objet d'une notification prévue dans l'article 5 du décret. Le formulaire de notification est fourni par le Service. Les preuves de notification sont conservées par le producteur pendant 5 ans au minimum.

Le producteur notifie qu'un matériel a été utilisé dans une culture de PGM au premier utilisateur lui succédant lors de la même saison culturale, avant que ce dernier n'utilise ce matériel, dans la mesure où cet utilisateur n'a pas fait l'objet d'une notification préalable conformément à l'article 5 du décret. Le formulaire de notification est fourni par le Service. Les preuves de notification sont conservées par le producteur pendant 5 ans au minimum. Si le matériel a été loué et si le premier utilisateur succédant n'est pas connu, la notification peut être adressée à l'entreprise qui donne le matériel en location, qui transmet cette notification au premier utilisateur succédant.

Art. 18. Le producteur de PGM tient à jour un registre d'exploitation. Ce registre d'exploitation est conservé pendant 5 ans au minimum et peut être consulté par le Service à tout moment. Ce registre contient les informations suivantes pour chaque variété génétiquement modifiée utilisée :

1° le nom de l'espèce et de la variété utilisée, ainsi que la mention de l'identificateur unique de la modification génétique;

2° la date d'achat des semences ou des plants, les quantités achetées et l'identification du fournisseur;

3° le code d'identification des parcelles sur lesquelles la variété a été cultivée, tel que mentionné dans la déclaration de superficie et demande d'aides de l'année de culture;

4° la date de semis de la variété et l'identification des opérateurs qui ont réalisé les travaux;

5° les informations sur les bordures non génétiquement modifiées éventuellement mises en place, reprenant le nom de la variété et les dimensions de la bordure;

6° la quantité de semences ou de plants utilisés;

7° toutes interventions réalisées dans la culture (notamment les amendements, les fertilisations ou les traitements phytosanitaires) et l'identification des opérateurs qui ont réalisé les travaux;

8° la date de récolte, les quantités récoltées et l'identification des opérateurs qui ont réalisé les travaux;

9° le lieu de stockage de la récolte;

10° les dates de vente de la récolte, les quantités vendues et l'identification du ou des acheteurs;

11° les données relatives à l'utilisation de la production qui n'a pas été vendue.

CHAPITRE III. — Compensation de la perte économique

Art. 19. § 1^{er}. Pour une culture conventionnelle, la perte économique ne fait l'objet de compensation par le Fonds que si la récolte doit être étiquetée comme contenant des PGM en application de la législation européenne en vigueur.

Pour une culture biologique, la perte économique ne fait l'objet de compensation par le Fonds que si la récolte a été déclassée par un organisme agréé pour le contrôle de la production biologique en raison d'un contenu en PGM incompatible avec les normes prescrites par le Règlement (CE) n° 834/2007 du Conseil du 28 juin 2007 relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques pour les produits issus de l'agriculture biologique.

§ 2. Pour tout type de culture, la perte économique ne fait l'objet de compensation par le Fonds que si le contenu en PGM a été établi ou confirmé par une analyse effectuée par un des laboratoires de référence de l'autorité fédérale en charge du contrôle des obligations d'étiquetage ou par un laboratoire officiellement agréé par cette autorité pour des analyses du contenu en PGM. Le Service peut prélever un échantillon de la récolte concernée et procéder à une contre-analyse, aux frais du Fonds.

§ 3. Pour toute analyse quantitative en relation avec les normes légales d'étiquetage, l'échantillon sur lequel est établi le contenu en PGM est représentatif de la récolte analysée et est de préférence prélevé conformément à la recommandation 2004/787/CE de la Commission européenne concernant des lignes directrices techniques en matière d'échantillonnage et de détection des organismes génétiquement modifiés et des matières produites à partir d'organismes génétiquement modifiés en tant que produits ou ingrédients de produits, dans le cadre du Règlement (CE) n° 1830/2003. Si l'échantillonnage n'a pas été réalisé par un agent de l'autorité fédérale compétente en la matière ou par un organisme agréé pour ce faire par cette autorité, le protocole selon lequel l'échantillon a été prélevé est mis à la disposition du Service. La commission de compensation apprécie dans ce cas la représentativité de la procédure d'échantillonnage utilisée.

§ 4. Pour tout échantillonnage en relation avec les normes légales d'étiquetage, la procédure utilisée doit permettre une traçabilité et une intégrité satisfaisante des échantillons soumis à l'analyse. Si l'échantillon n'a pas été conditionné, conservé et livré au laboratoire d'analyse sous la responsabilité de l'autorité fédérale compétente ou d'un organisme agréé pour ce faire par cette autorité, le protocole assurant cette traçabilité et cette intégrité est mis à la disposition du Service. La commission de compensation apprécie dans ce cas la validité du protocole qui a été suivi.

Art. 20. La récolte pour laquelle une compensation de la perte économique est sollicitée ne doit pas avoir été mélangée avec des produits d'autres exploitations.

Si la récolte a fait l'objet d'un mélange avec des produits d'autres exploitations avant la première transaction commerciale, une demande de compensation de perte économique est néanmoins recevable si un échantillon contradictoire a été prélevé avant le mélange, en présence du producteur ou de son délégué, scellé et tenu à la disposition du Service. L'échantillon doit être suffisant pour permettre une quantification du contenu en produit génétiquement modifié et répondre aux caractéristiques fixées à l'article 19, § 3 et § 4, en ce qui concerne sa représentativité et sa traçabilité.

Art. 21. Celui qui, sur la même exploitation, produit à la fois des cultures génétiquement modifiées et des cultures conventionnelles doit, pour faire valoir ses droits à une éventuelle compensation, avoir stocké la récolte des plantes génétiquement modifiées physiquement isolée des produits non génétiquement modifiés. Le producteur identifie clairement les espaces de stockage concernés en affichant la mention "plantes génétiquement modifiées", complétée du nom de la variété ou des variétés stockées, ainsi que de l'identificateur unique caractérisant ces variétés.

Art. 22. Les circonstances suivantes entraînent une réduction de la compensation :

1° si le requérant cultive dans la même exploitation des plantes génétiquement modifiées du même événement génétique que celui ayant contaminé la récolte, le montant de la compensation est diminué de 25 % à 75 % . La commission de compensation décide de la diminution à appliquer;

2° s'il peut être prouvé que le requérant, tout en ayant fait l'objet d'une notification préalable, a utilisé du matériel agricole qui, la même année culturale, avait été utilisé dans une culture génétiquement modifiée caractérisée par le même événement génétique que le contaminant, le montant de la compensation est diminué de 25 % à 75 % . La commission de compensation décide de la diminution à appliquer;

3° si l'enquête réalisée par le Service révèle des éléments probants mettant en évidence des pratiques du producteur requérant qui ont significativement augmenté le risque de mélange fortuit. La commission décide de la diminution à appliquer.

Art. 23. La demande de compensation est adressée au Service à l'aide du formulaire fourni par le Service dûment complété, en respectant le délai prescrit à l'article 26, § 2 du décret, la date limite de recevabilité de la demande étant fixée par espèce en annexe 1. Pour être recevable, la demande de compensation doit être accompagnée :

1° des étiquettes de certification des semences ou plants utilisés pour la culture dont la récolte fait l'objet d'une demande de compensation. Le requérant précise, le cas échéant, l'utilisation de semences ou plants fermiers triés ou non au sein de l'exploitation. Si les semences ont été triées par un trieur à façon agréé, les échantillons et documents d'accompagnement, tels que prévus par l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} juin 2006 relatif au triage à façon de graines de certaines espèces agricoles destinées à être ensemencées, sont mis à la disposition du Service;

2° des bulletins de résultats des analyses effectuées pour l'identification et la quantification de l'événement ou des événements génétiques contaminant(s);

3° le cas échéant, du prix convenu pour la vente du produit non contaminé, ou du prix du marché à la date de la vente prévue ou effective, tout document faisant foi;

4° si la récolte a été vendue étiquetée comme contenant des OGM, du prix de vente obtenu, tout document faisant foi;

5° d'une copie des documents mentionnant les coûts supportés pour l'échantillonnage et les analyses effectuées s'ils ont été supportés par le producteur requérant;

6° d'une copie des justificatifs des frais ayant été encourus à la seule cause de la contamination par des organismes génétiquement modifiés;

7° d'une carte au 1/5.000^e indiquant sans équivoque la localisation des parcelles ayant porté la culture faisant l'objet de la demande de compensation, ainsi que celle des parcelles éventuellement déclassées du fait de la contamination par des PGM.

Le Service notifie au demandeur la recevabilité de la demande dans les 15 jours ouvrables.

Art. 24. Toute demande de compensation fait l'objet d'une enquête par le Service. Les résultats de l'enquête sont joints au dossier de demande de compensation. Le Service peut proposer un montant de compensation à la commission de compensation.

Art. 25. Le Service verse au requérant, via le Fonds, le montant fixé par la commission de compensation. La procédure de paiement est initiée dans un délai maximal de 30 jours ouvrables après la décision de la commission.

Art. 26. Tout fait nouveau qui surviendrait après la clôture du dossier de compensation et qui entraînerait des frais nouveaux directement liés à la présence d'OGM peut faire l'objet d'une nouvelle demande de compensation.

Art. 27. En application de l'article 23, § 3 du décret, les experts externes désignés par la commission de compensation ont droit à une allocation de présence fixée, au 1^{er} septembre 2008, à 75 euros par prestation. Ce montant est adapté selon l'évolution de l'index santé. Cette adaptation est réalisée chaque année sur base de l'index santé du mois de septembre, pour autant que l'index santé ait augmenté de 2 % au moins depuis la dernière adaptation. Les paiements se font à charge du Fonds sur base d'une déclaration de créance adressée au Service.

Les frais de parcours des membres effectifs et des experts externes invités sont remboursés aux conditions fixées par l'article 531 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la fonction publique wallonne. Les paiements se font à charge du Fonds sur base d'une note de frais certifiée véritable et sincère adressée au Service.

La commission de compensation se réunit entre le 1^{er} janvier et le 31 mars, sur convocation du Service et dans la mesure où des demandes de compensation ont été déposées auprès du Service l'année civile qui précède. La commission traite des demandes qui ont été déposées. En cas de nécessité, le Service peut convoquer la commission de compensation en dehors de la période prévue ci-avant.

CHAPITRE IV. — Mesures spéciales

Section 1^{re}. — Cartographie

Art. 28. Conformément à l'art. 27 du décret, une cartographie des cultures génétiquement modifiées est réalisée et archivée par le Service.

A chaque parcelle sont associées les informations suivantes :

1° les années de mise en culture de PGM sur la parcelle;

2° les identificateurs uniques des PGM mises en culture;

3° les noms, adresses et numéro d'identification des producteurs de ces PGM;

4° les noms, adresses et numéro d'identification de tous les producteurs ayant exploité la parcelle pendant la période de surveillance définie par culture en annexe 1^{re};

5° les contraintes liées à la parcelle en fonction des espèces de PGM qui y ont été emblavées;

6° toutes informations jugées utiles pour le contrôle.

Les parcelles dont la récolte a été contaminée par une PGM sont également cartographiées. A chaque parcelle contaminée est associé l'identificateur unique de la contamination et toute information nécessaire au suivi de ces parcelles.

Ces informations sont conservées au minimum pendant 10 années.

Art. 29. Après la clôture des inscriptions pour une espèce donnée, chaque parcelle de PGM inscrite auprès du Service est précisément localisée, en mentionnant uniquement l'espèce cultivée, sur une cartographie mise à la disposition du public sur le portail cartographique de la Région wallonne. Les données historiques sont également mises à la disposition du public.

Section 2. — Zone sans PGM

Art. 30. Une zone sans PGM, ci-après dénommée zone, est définie comme un ensemble de parcelles contiguës exploitées par au moins 3 producteurs différents, identifiés par leur numéro de producteur, et couvrant au moins 150 hectares situés en totalité sur le territoire de la Région wallonne. Il est interdit à tout producteur voisin de la zone de cultiver des plantes génétiquement modifiées sexuellement compatibles avec l'espèce concernée par l'accord en deçà de la distance de séparation. Seules les terres considérées comme "territoires agricoles" dans la légende de la carte d'occupation du sol de Wallonie telle que disponible sur le portail cartographique de la Région wallonne sont comptabilisées pour déterminer la superficie de la zone. Les territoires non agricoles repris comme "territoires artificialisés", "forêts et milieux semi-naturels", "zones humides", "surfaces en eau" ou "non classé" dans la légende de la carte d'occupation du sol de Wallonie n'interrompent pas la continuité d'une zone pour autant qu'un segment de droite d'une longueur inférieure ou égale à la plus grande distance de séparation fixée en annexe 1^{re} pour l'espèce concernée puisse relier deux points de la zone situés de part et d'autre des territoires non agricoles précités.

Art. 31. La demande de mise en place d'une zone est adressée au Service.

Pour être recevable, la demande doit comprendre :

1° une carte au 1/10.000^e ou plus précise identifiant la zone concernée par l'accord et les parcelles qui la composent. A chaque parcelle ou ensemble de parcelles sont associés le nom du producteur et le nom du propriétaire de la parcelle, si le producteur n'est pas lui-même propriétaire. Chaque parcelle est aussi identifiée par le numéro de parcelle attribué dans la déclaration de superficie et demande d'aide la plus récente disponible, associé à l'année de campagne correspondante. Ces références des parcelles correspondront à la même année de campagne pour toutes les parcelles constituant la zone;

2° l'engagement, sur le formulaire fourni par le Service, de chaque producteur exploitant les parcelles reprises dans la zone à ne pas mettre en culture sur ces parcelles de variété génétiquement modifiée de l'espèce concernée par l'accord, pendant 5 ans à dater de la sanction de cet accord par le Gouvernement wallon;

3° une déclaration de chaque producteur exploitant les parcelles reprises dans la zone attestant d'un droit d'exploitation de ces parcelles de plus d'1 an.

Le Service mène toute enquête nécessaire pour confirmer la recevabilité de cet accord et soumet, avec son avis, le dossier au Gouvernement wallon qui, avale l'accord par un arrêté, pour une durée de 5 ans renouvelable dans le cas où la demande est jugée recevable et justifiée.

Section 3. — Suivi

Art. 32. Afin d'évaluer l'efficacité des mesures mises en place par le décret et ses arrêtés d'application, le Service élabore et exécute, en collaboration avec les institutions scientifiques compétentes, un programme d'échantillonnage et d'analyses des cultures conventionnelles et biologiques. Ce programme est soumis et approuvé par le comité de suivi institué conformément à l'article 33. Le programme de surveillance est pris en charge par le budget de la Région wallonne.

Art. 33. Un comité de suivi de la coexistence est institué. Il est composé :

1° de deux membres proposés par les organisations professionnelles agricoles;

2° d'un membre proposé par les représentants du secteur des biotechnologies;

3° d'un membre proposé par les représentants du secteur de l'agriculture biologique;

4° d'un membre proposé par l'ASBL Bioforum Wallonie;

5° d'un membre proposé par le Centre wallon de Recherche agronomique;

6° d'un membre proposé par la Faculté d'Ingénierie biologique, agronomique et environnementale de l'Université Catholique de Louvain;

7° d'un membre proposé par la Faculté universitaire des Sciences agronomiques de Gembloux;

8° d'un membre proposé par chaque centre pilote, au sens de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 avril 2004 concernant l'agrément de Centres pilotes pour le développement et la vulgarisation en agriculture, concerné par les PGM mises en culture en Région wallonne;

9° d'un membre proposé par le Service Public Fédéral Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement comme observateur;

10° du directeur de la Direction de l'État environnemental du Département de l'Étude du milieu naturel et agricole, ou d'un représentant qu'il désigne au sein de sa Direction;

11° du directeur de la Direction de l'Analyse économique agricole du Département de l'Étude du milieu naturel et agricole, ou d'un représentant qu'il désigne au sein de sa Direction;

12° du directeur du Service, qui préside.

Le Gouvernement wallon nomme les membres cités aux points 1 à 8, pour une durée de quatre ans renouvelable.

Art. 34. Le comité de suivi se réunit sur convocation de son président ou sur demande d'au moins trois de ses membres. Il approuve les rapports et émet les avis de préférence par consensus des membres présents. Le consensus est défini comme l'absence d'opposition exprimée à l'avis émis. Si un consensus ne peut être trouvé, l'avis ou les avis minoritaires sont mentionnés, en suite de l'avis de la majorité des membres présents.

Art. 35. § 1^{er}. Chaque année dès l'année de mise en place de cultures de PGM sur le territoire de la Région wallonne, le Département de l'Étude du milieu naturel et agricole élabore un rapport sur l'évolution quantitative et qualitative des PGM sur le territoire wallon. Lorsque les données nécessaires seront disponibles, ce rapport établit aussi l'impact socio-économique de ces cultures sur le secteur agricole et sur l'environnement. Le rapport est soumis pour avis au comité de suivi, qui le transmet au Gouvernement. Pour les éléments qui les concernent, une diffusion de ce rapport est réalisée via le tableau de bord de l'environnement et le rapport annuel de l'agriculture du Conseil supérieur wallon de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de l'Alimentation.

§ 2. Le comité de suivi transmet annuellement au Gouvernement une évaluation de l'application de la législation coexistence basée sur les informations fournies par le Service, notamment en application de l'article 24 du décret et l'article 32 du présent arrêté, et sur toute autre donnée ou information qui lui serait disponible. Le comité de suivi répond aux demandes d'avis du Gouvernement en relation avec la coexistence.

CHAPITRE V. — Dispositions générales

Art. 36. Le Service établit un vade-mecum qui, dans le cadre légal défini par le décret et ses arrêtés d'application, synthétise les obligations des producteurs et décrit les procédures de contrôle mises en œuvre par le Service. Ce vade-mecum est mis à la disposition du public.

Art. 37. Lorsque, dans le cadre du présent arrêté, il est fait mention de l'usage d'un formulaire, seuls sont recevables les formulaires émis par le Service.

Art. 38. En ce qui concerne les espèces GM mises sur le marché au moment de l'adoption du présent arrêté, le Ministre peut modifier les aspects techniques de l'annexe 1^{re} en fonction de l'évolution technique, de l'évolution des connaissances sur les PGM, de l'évolution des recommandations européennes sur la coexistence ou lorsqu'un nouvel événement génétique est autorisé à la mise sur le marché pour ces espèces. Le Ministre peut modifier le contenu minimal des formulaires de notification aux tiers repris en annexe 2 pour les adapter aux besoins rencontrés par l'autorité de contrôle.

Art. 39. Le Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 27 mars 2009.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

ANNEXE 1^{re}

I- MAÏS

A) Conditions d'exploitation :

Obligations :

1. Les distances de séparation à respecter entre la parcelle de maïs génétiquement modifiée et les cultures non-génétiquement modifiées de la même espèce sont les suivantes :

600 mètres si la parcelle génétiquement modifiée ne comprend pas de bordure non génétiquement modifiée;

300 mètres si la parcelle génétiquement modifiée comprend une bordure non génétiquement modifiée d'une largeur de semoir complet, avec un minimum de 6 rangs.

2. Dans le cas d'une culture génétiquement modifiée dont l'événement génétique est la résistance à un ou plusieurs insectes, le producteur met en place, dans l'environnement immédiat et de préférence en bordure de la culture génétiquement modifiée, une zone refuge de plantes non génétiquement modifiées de la même espèce sur une surface équivalente au minimum à 20 % de la surface de culture génétiquement modifiée.

3. Les repousses de la culture doivent être détruites au cours de l'année qui suit la récolte, avant le prochain semis de maïs.

4. Matériel spécifique propre à la culture de maïs génétiquement modifié :

Néant

Recommandations :

1. Il est recommandé d'utiliser moins de semences que nécessaire pour couvrir la surface à emblaver et de compléter en bordure par des semences non-GM. Cette option offre l'opportunité de pouvoir "rincer" le semoir avec des semences non-GM par le semis final des bordures, et ainsi limiter le risque de dispersion par les semoirs.

2. A la récolte, si des bordures non-GM ont été installées, le nettoyage de la machine pourra être évité en réservant une des bordures du champ qui sera récoltée en dernier lieu, assurant un "rinçage" de la machine par du matériel non-GM. La récolte d'une vingtaine de mètres de bordure assure un rinçage satisfaisant.

3. Lors des opérations de chargement ou de déchargement de la récolte des plantes génétiquement modifiées à partir des locaux de stockage le producteur veille à ne pas faire tomber les produits et à ne pas endommager leurs emballages (si les produits sont emballés). Si c'est le cas, ces locaux doivent être correctement nettoyés

4. Faire tourner les machines à vide et circuler sur la parcelle pendant un temps suffisant peut contribuer à améliorer le nettoyage

Conditions particulières de transport :

Néant

B) Obligation dans le chef du propriétaire de la parcelle sur laquelle est établie la culture génétiquement modifiée :

Transmettre à tout producteur succédant sur la même parcelle l'obligation d'éliminer toute repousse éventuelle de maïs qui apparaîtrait avant le prochain semis de maïs, dans l'année qui suit la récolte du maïs génétiquement modifié.

C) Liste des espèces génétiquement compatibles pouvant être cultivées dans la zone de séparation (*application de l'article 7, 6°, b, du décret*)

Espèces compatibles

Maïs, culture conventionnelle.

Conditions particulières d'exploitation

Aucune

D) Calendrier :

La demande d'inscription est adressée au Service au plus tard pour le 1^{er} février précédant la mise en culture souhaitée.

Date de référence des semis : le 15 avril

Durée de surveillance : 18 mois à dater de la date du semis

Date limite de recevabilité de la demande de compensation : le 31 août de l'année suivant l'année de semis

Délai mentionné à l'article 26, § 1^{er} du décret = durée de surveillance

E) Cotisations :

Frais de contrôle : 5 euros par 100 m de bordure.

Frais de solidarité par parcelle : 40 euros par ha pour les 5 premiers ha, 25 euros par ha pour les ha supplémentaires.

Vu pour être annexée à l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009 relatif à la coexistence des cultures génétiquement modifiées avec les cultures conventionnelles et les cultures biologiques.

Namur, le 27 mars 2009.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

ANNEXE 2
2.1. Notification aux producteurs voisins

Informations minimales à fournir par le producteur qui souhaite installer une culture génétiquement modifiée (producteur notifiant) :

Nom et prénom

Adresse du siège d'exploitation

Numéro de producteur

Numéro de la (des) parcelle(s) concernées (déclaration de superficie) et année de déclaration

Informations minimales à fournir par le producteur qui reçoit la notification (producteur voisin) :

Nom et prénom

Adresse du siège d'exploitation

Numéro de producteur

Déclaration et engagement du producteur voisin :

"Je déclare avoir été informé de l'intention du producteur repris ci-avant d'installer une culture génétiquement modifiée.

J'exploite la (les) parcelle(s) clairement délimitée(s) et identifiée(s) sur la carte au 1/5000^e qui m'a été présentée (préciser le numéro des parcelles et l'année de déclaration)"

"Je m'engage à (choisir une et une seule des options 1 à 3 ci-dessous) :

1) ne pas mettre en culture de plante génétiquement compatible sur aucune de ces parcelles

2) mettre en culture des plantes génétiquement compatibles sur une ou plusieurs de ces parcelles, que je souhaite mettre sur le marché ou utiliser comme culture étiquetée OGM (*indiquer les parcelles concernées*)

3) mettre en culture des plantes génétiquement compatibles sur une ou plusieurs de ces parcelles, que je souhaite mettre sur le marché ou utiliser comme culture non étiquetée OGM (*indiquer les parcelles concernées*)

Je m'engage d'autre part à transmettre toutes les informations relatives au présent engagement au(x) producteur(s) qui me succèderai(en)t sur les parcelles désignées au cours de cette saison culturale ou, à défaut de producteur succédant, au propriétaire de la (des) parcelles qui n'est (ne sont) pas ma propriété. "

Avertissement à mentionner sur le formulaire :

"L'absence de réponse à ce formulaire endéans les 15 jours, est assimilée à un engagement tacite à ne pas mettre en place une culture de plantes génétiquement compatibles sur les parcelles désignées et à transmettre cet engagement au producteur succédant éventuel (à défaut de producteur succédant, au propriétaire de la (des) parcelles)"

Dispositions diverses :

Le formulaire est daté et signé par le producteur notifiant, en un exemplaire original et deux copies. Le producteur voisin signe et renvoie au producteur notifiant le formulaire original et une copie. Le producteur notifiant joint l'original à sa demande d'inscription de la culture GM auprès du Service.

2.2. Notification aux producteurs avec lesquels du matériel agricole est partagé

Informations minimales à fournir par le producteur qui souhaite installer une culture génétiquement modifiée (producteur notifiant) :

Nom et prénom

Adresse du siège d'exploitation

Numéro de producteur

Numéro de la (des) parcelle(s) concernées (déclaration de superficie) et année de déclaration

Déclaration du producteur notifiant :

"Je déclare avoir l'intention d'installer la culture génétiquement modifiée suivante (espèce à citer) et informe de cette intention le producteur repris ci-après avec lequel je partage habituellement du matériel agricole"

Informations minimales à fournir par le producteur qui reçoit la notification (qui partage le matériel agricole) :

Nom et prénom

Adresse du siège d'exploitation

Numéro de producteur

Déclaration du producteur qui reçoit la notification :

"Je déclare avoir été informé de l'intention du producteur repris ci-avant d'installer une culture génétiquement modifiée. Je suis aussi informé du fait que, si une de mes productions conventionnelles ou biologiques est contaminée par une plante génétiquement modifiée identique (même identificateur unique) à celle cultivée par le producteur notifiant, le montant de toute compensation pour l'éventuelle perte économique subie sera diminué de 25 à 75 %, selon la décision de la commission de compensation"

Dispositions diverses :

Le formulaire est daté et signé par le producteur notifiant, en un exemplaire original et deux copies. Le producteur voisin signe et renvoie au producteur notifiant le formulaire original et une copie. Le producteur notifiant joint l'original à sa demande d'inscription de la culture GM auprès du Service.

2.3. Notification au propriétaire ou à la personne de laquelle le droit d'exploitation a été obtenu

Informations minimales à fournir par le producteur qui souhaite installer une culture génétiquement modifiée (producteur notifiant) :

Nom et prénom

Adresse du siège d'exploitation

Numéro de producteur

Numéro de la (des) parcelle(s) concernées (déclaration de superficie) et année de déclaration

Informations minimales à fournir par le propriétaire qui reçoit la notification (= le propriétaire ou la personne physique ou morale dont le producteur a obtenu le droit d'exploiter la parcelle) :

Nom et prénom

Adresse

Déclaration et engagement du propriétaire qui reçoit la notification :

"Je déclare avoir été informé de l'intention du producteur repris ci-avant d'installer une culture génétiquement modifiée sur une parcelle dont je suis propriétaire ou permets l'exploitation"

"Je m'engage à transmettre si nécessaire toute information relative aux conditions d'exploitation de cette parcelle aux producteurs succédant"

Dispositions diverses :

Le formulaire est daté et signé par le producteur notifiant, en un exemplaire original et deux copies. Le propriétaire signe et renvoie au producteur notifiant le formulaire original et une copie. Le producteur notifiant joint l'original à sa demande d'inscription de la culture GM auprès du Service.

Les obligations dans le chef du propriétaire de la parcelle sur laquelle est établie la culture génétiquement modifiée qui sont spécifiques à une culture sont reprises à l'annexe 1 pour la culture en question.

Vu pour être annexée à l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009 relatif à la coexistence des cultures génétiquement modifiées avec les cultures conventionnelles et les cultures biologiques.

Namur, le 27 mars 2009.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2009 — 1779

[2009/202166]

27. MÄRZ 2009 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Koexistenz genetisch veränderter, konventioneller und biologischer Kulturen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 19. Juni 2008 über die Koexistenz genetisch veränderter, konventioneller und biologischer Kulturen;

Aufgrund des am 23. März 2009 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 27. März 2009 abgegebenen Gutachtens des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde vom 9. Oktober 2008;

Aufgrund des am 4. März 2009 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 45.970/4 des Staatsrats;

In Erwägung der Verordnung (EG) Nr. 1829/2003 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 22. September 2003 über genetisch veränderte Lebensmittel und Futtermittel;

In Erwägung der Verordnung (EG) Nr. 1830/2003 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 22. September 2003 über die Rückverfolgbarkeit und Kennzeichnung von genetisch veränderten Organismen und über die Rückverfolgbarkeit von aus genetisch veränderten Organismen hergestellten Lebensmitteln und Futtermitteln und zur Änderung der Richtlinie 2001/18/EG;

In Erwägung der Verordnung (EG) Nr. 834/2007 des Rates vom 28 Juni 2007 über die ökologische/biologische Produktion und die Kennzeichnung von ökologischen/biologischen Erzeugnissen und zur Aufhebung der Verordnung (EWG) Nr. 2092/91;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Zielsetzungen und Begriffsbestimmungen

Artikel 1 - Das vorliegende Dekret regelt die Koexistenz konventioneller, biologischer und genetisch veränderter Kulturen in Anwendung des Dekrets vom 19. Juni 2008 über die Koexistenz genetisch veränderter, konventioneller und biologischer Kulturen und in Übereinstimmung mit Artikel 26bis der Verordnung 2001/18/EG, durch den die Mitgliedstaaten der Europäischen Union befugt werden, geeignete Maßnahmen zu ergreifen, um das unbeabsichtigte Vorhandensein von GVO in anderen Produkten zu verhindern. Dieser Artikel wurde in die Verordnung 2001/18/EG eingefügt durch Artikel 43 der Verordnung (EG) Nr. 1829/2003 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 22. September 2003 über genetisch veränderte Lebensmittel und Futtermittel.

Art. 2 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen :

1° Dekret: das Dekret vom 19. Juni 2008 über die Koexistenz genetisch veränderter, konventioneller und biologischer Kulturen;

2° Randzone: die Reihen genetisch nicht veränderter Pflanzen, die am Rand einer Parzelle mit genetisch veränderten Pflanzen derselben Art angelegt werden;

3° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Landwirtschaft gehört;

4° Dienststelle : die Direktion der Qualität der operativen Generaldirektion der Landwirtschaft, der Naturschätze und der Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, die als Kontrollbehörde bezeichnet wird.

Des weiteren sind die in dem Dekret festgelegten Begriffsbestimmungen gegebenenfalls anwendbar.

KAPITEL II — Bedingungen und Verfahren für die Eintragung von Kulturen genetisch veränderter Pflanzen Anbaubedingungen

Abschnitt 1 — Mitteilungen an Drittpersonen und Verpflichtungen, die Drittpersonen obliegen

Art. 3 - Die vor der Eintragung einer Kultur von genetisch veränderten Pflanzen (GVP) erforderlichen Mitteilungen nach Artikel 5, 1°, 2° und 3° des Dekrets erfolgen auf Formularen, die die Dienststelle für den Erzeuger, der beabsichtigt, eine Kultur mit genetisch veränderten Pflanzen anzulegen, bereit hält. Diese Formulare enthalten wenigstens die Informationen und Verpflichtungen, die jeweils in den Anlagen 2.1, 2.2 und 2.3 angeführt werden. Diese Mitteilungen werden den betreffenden Drittpersonen auf eine Art und Weise übermittelt, die dem mitteilenden Erzeuger ermöglicht, den Beweis zu erbringen, dass diese Drittpersonen die Mitteilung erhalten haben.

Art. 4 - § 1. Jeder Nachbarerzeuger, der von einem Erzeuger eine Mitteilung über dessen Absicht, genetisch veränderte Pflanzen anzubauen, erhalten hat, verpflichtet sich auf den Mitteilungsformular, dass es erhalten hat, entweder innerhalb des vorgeschriebenen Mindestabstand keine genetisch kompatiblen Pflanzen anzubauen, oder innerhalb des vorgeschriebenen Mindestabstand genetisch kompatiblen Pflanzen anzubauen. Der Nachbarerzeuger lokalisiert auf einer Karte im Maßstab 1/50.000, die der mitteilende Erzeuger zur Verfügung stellt, alle Parzellen, deren Grenzen sich innerhalb des vorgeschriebenen Mindestabstands befinden, für die er sich verpflichtet, genetisch kompatible Pflanzen anzubauen oder nicht anzubauen. Der Nachbarerzeuger bewahrt eine Kopie der Verpflichtung auf, die er gegenüber dem mitteilenden Erzeuger eingegangen ist.

Falls der Nachbarerzeuger im Laufe desselben Erntejahres die Bewirtschaftung einer der in Absatz 1 erwähnten Parzellen einstellt, so übermittelt jedem Erzeuger, der im Laufe dieses Erntejahres seine Nachfolge antritt oder in Ermangelung eines Nachfolgers dem Eigentümer der Parzelle, falls er nicht selbst Eigentümer dieser Parzelle ist, eine Kopie seiner Verpflichtung, die er gegenüber dem mitteilenden Erzeuger eingegangen ist. Diese Verpflichtung wird auf eine Art und Weise übermittelt, die dem Nachbarerzeuger ermöglicht, den Beweis zu erbringen, dass er den nachfolgenden Erzeuger oder den Eigentümer der betreffenden Parzelle ordnungsgemäß informiert hat. Der nachfolgende Erzeuger übernimmt die Verpflichtung, die der Erzeuger, der über den Anbau informiert worden ist, eingegangen ist.

§ 2. Die Verpflichtung des Nachbarerzeugers, genetisch kompatible Pflanzen auf einer Parzelle, deren Grenzen sich innerhalb des vorgeschriebenen Mindestabstands befinden, anzubauen, führt dazu, dass der Antrag auf Eintragung genetisch veränderter Kulturen bei der Kontrollbehörde unzulässig wird, außer wenn der Nachbarerzeuger sich gemäß Artikel 7, 6°, b des Dekrets für die Kulturen und nach den in der Anlage I angeführten Bedingungen verpflichtet, den Ernteertrag der betreffenden Parzelle, der als GVO beinhaltend gekennzeichnet ist, zu verwenden oder zu vermarkten, ungeachtet des Anteils an GVO des geernteten Erzeugnisses.

§ 3. Der Nachbarerzeuger ist verpflichtet, die in § 1 angeführte Verpflichtung innerhalb von fünfzehn Tagen nach dem Datum der Übermittlung oder der Aushändigung des Mitteilungsformulars an den mitteilenden Erzeuger zurückzusenden. Dabei gilt das Datum des Poststempels oder der Empfangsbestätigung sowohl für die Übermittlung der Mitteilung über den Anbau als für die Übermittlung der Verpflichtung des Nachbarerzeugers. Das Fehlen einer Antwort auf diese Mitteilung innerhalb einer Frist von fünfzehn Kalendertagen nach dem Versanddatum wird als eine stillschweigende Verpflichtung gewertet, innerhalb des vorgeschriebenen Mindestabstand keine genetisch kompatiblen Pflanzen anzubauen.

Art. 5 - Die Verpflichtungen des Eigentümers, der Gegenstand einer Mitteilung über die Absicht, auf der ihm gehörenden Parzelle genetisch veränderte Pflanzen anzubauen, ist, wie sie in Artikel 5, 3° des Dekrets vorgeschrieben wird, werden jeweils pro Art in der Anlage 1 beschrieben.

Abschnitt 2 — Der Eintragungsantrag

Art. 6 - Die Eintragung einer genetisch veränderten Kultur bei der Dienststelle, nachstehend die Eintragung genannt, betrifft eine Parzelle, wie sie in der Flächenerklärung und dem Beihilfeantrag beschrieben wird, für den Anbau einer genetisch veränderten Pflanze während des ersten Erntejahres nach dem Antrag auf Eintragung der Kultur. Die aneinander grenzenden Parzellen, die von einem einzigen Erzeuger bewirtschaftet werden, um ein und dieselbe Sorte einer genetisch veränderten Pflanze zu erzeugen, und die durch das gleiche genetische Ereignis oder durch die gleiche Kombination von genetischen Ereignissen gekennzeichnet werden, sind Gegenstand eines einzigen Eintragungsantrags.

Der Eintragungsantrag wird an die Dienststelle gerichtet. Die äußersten Daten für den Eingang der zulässigen Anträge werden pro Art in der Anlage 1 festgelegt. Die Dienststelle kann die in der Anlage 1 festgelegten Fristen verlängern, falls dies durch außergewöhnliche klimatische Bedingungen gerechtfertigt ist.

Art. 7 - Der in Artikel 7 des Dekrets angeführte Eintragungsantrag wird an die Dienststelle gerichtet anhand eines Formulars, das diese zur Verfügung stellt. Das Antragsformular für die Eintragung führt die Verpflichtungen an, die der Erzeuger, der die Eintragung einer Kultur beantragt, gemäß Artikel 5, 6° und 8° des Dekrets eingehen muss.

Abschnitt 3 — Beitragszahlungen

Art. 8 - In Anwendung von Artikel 10 des Dekrets werden die Bestandteile der Beiträge in den Fonds wie folgt festgelegt :

1° Verwaltungskosten:

a. die Kosten für die Kontrolle umfassen einen Pauschalanteil von 80 Euro pro Parzelle, dem ein variabler Betrag hinzugefügt wird. Dieser Betrag wird pro Sorte in der Anlage 1 bestimmt;

b. die Bearbeitungskosten werden auf 50 Euro pro Parzelle festgelegt;

2° die Solidaritätskosten werden in Anlage 1 pro Hektar und pro Parzelle für jede Art, deren Anbau genehmigt wird, festgelegt.

Abschnitt 4 — Allgemeine Anbaubedingungen

Art. 9 - Im Rahmen seines Eintragungsantrags verpflichtet sich der Erzeuger den von der Dienststelle bezeichneten Kontrolleur so schnell wie möglich und in jedenfall vor der Aussaat oder der Ernte über den Tag der Aussaat und den Tag der Ernte zu informieren. Die Dienststelle informiert den Erzeuger über die Identität und die Personalien des bezeichneten Kontrolleurs im Rahmen der Mitteilung der Eintragung der Kultur der genetisch veränderten Pflanze.

Art. 10 - Jeder Erzeuger, der die Bewirtschaftung einer Parzelle einstellt, auf der eine genetisch veränderte Kultur angebaut worden ist, ungeachtet der Tatsache, dass er Eigentümer dieser Parzelle ist oder nicht, informiert den Erzeuger, der diese Parzelle übernimmt, über die Betriebsbedingungen, die dieser zu beachten hat. Das Mitteilungsformular wird von der Dienststelle zur Verfügung gestellt. Falls kein nachfolgender Erzeuger die Parzelle übernimmt, wird die Mitteilung dem Eigentümer der Parzelle übermittelt. Die Beweise für die Mitteilung werden während fünf Jahren durch den mitteilenden Erzeuger aufbewahrt.

Derjenige, der käuflich oder durch jegliche andere Art und Weise das Recht erwirbt, eine Parzelle, auf der genetisch veränderten Pflanzen angebaut worden sind, zu bewirtschaften, verpflichtet sich auf dem ihm zugestellten Mitteilungsformular, die an diese Parzelle gebundenen Verpflichtungen zu beachten.

Art. 11 - § 1. Um die unbeabsichtigte Freisetzung von Saatgut oder Setzlingen zu vermeiden, befüllt der Erzeuger die Säh- oder Pflanzmaschine erst nachdem sich diese Geräte ganz auf der Parzelle befindet, die für den Anbau von genetisch veränderten Pflanzen bestimmt ist, und er entleert das Saatgut oder die genetisch veränderten Setzlinge bevor er die betreffende Parzelle verlässt. Alle sonstigen Ausrüstungsgegenstände, durch die Saatgut oder Setzlinge aus der Parzelle gelangen können, werden vor dem Verlassen dieser Parzelle gereinigt.

Die gleiche Bestimmung ist anwendbar auf die landwirtschaftlichen Lohnunternehmen, die an der Aussaat und der Anpflanzung von genetisch veränderten Pflanzen beteiligt sind.

§ 2. Die nach der Aussaat oder der Anpflanzung überschüssige Menge Saatgut oder Setzlinge wird in dem in Artikel 18 erwähnten Betriebsregister verzeichnet, ebenso wie die Verwendung dieser überschüssigen Mengen. Das Saatgut und die Setzlinge werden in ihrer Originalverpackung aufbewahrt, die unter Beachtung der geltenden Rechtsbestimmungen gekennzeichnet und von dem sonstigen Saatgut und den Setzlingen getrennt gelagert werden.

Die gleiche Bestimmung ist anwendbar auf die landwirtschaftlichen Lohnunternehmen, die überschüssiges Saatgut oder Setzlinge von genetisch veränderten Pflanzen lagern.

§ 3. Bei der Ernte verhindert der Erzeuger so weit wie möglich die Entkörnung durch eine optimale Justierung des Geräts. Nach dem Abernten einer Parzelle mit genetisch veränderten Pflanzen oder eines Teils dieser Parzelle werden die Erntemaschinen auf der Parzelle gereinigt (ein Demontieren ist nicht Pflicht), bevor sie diese verlassen.

Die gleiche Bestimmung ist anwendbar auf die landwirtschaftlichen Lohnunternehmen, die an der Ernte beteiligt sind.

Art. 12 - Im Falle einer Kultur, die genetisch verändert wurde, um gegen ein Herbizid resistent oder tolerant zu sein, verpflichtet sich der Erzeuger, keine Pflanzen einer anderen Art, die gegen dasselbe Herbizid resistent ist, anzubauen, bevor die in Anlage 1 pro Pflanzenart festgelegte Überwachungsdauer nicht abgelaufen ist.

Art. 13 - Die gegebenenfalls rund um die Kultur genetisch veränderter Pflanzen angelegte Randzone wird aus lebenden Pflanzen gebildet, deren Blüte mit der Blüte der Kultur genetisch veränderter Pflanzen synchronisiert wird.

Art. 14 - Der Erzeuger verpflichtet sich, den Aufwuchs der Vorfrucht während der gesamten in Anlage 1 für jede Pflanzenart festgelegten Überwachungsdauer zu zerstören.

Art. 15 - Sollten die Geräte für die Reinigung, das Trocknen, das Laden und das Verpacken oder die Lagerräume des Erzeugers nicht ausschließlich für die Handhabung von genetisch veränderten Pflanzen verwendet werden, so sind sie nach ihrer Verwendung für genetisch veränderte Pflanzen ordnungsgemäß zu reinigen.

Art. 16 - Jede Lagerung, einschließlich der Lagerung, die nach dem ersten Handelsgeschäft stattfindet, wird so organisiert, dass die Freisetzung der genetisch veränderten Pflanzen in die Umwelt so weit wie möglich eingeschränkt wird, so dass das gelagerte Erzeugnis keine Kontaminierungsquelle für konventionelle oder ökologische Kulturen darstellt. Die Dienststelle prüft im Rahmen von Stichproben, dass die Bedingungen für den Transport und die Lagerung mit den Grundsätzen der Koexistenz vereinbar bleiben, und insbesondere, dass keine Gefahr einer unbeabsichtigten Kontaminierung der angrenzenden konventionellen oder ökologischen Kulturen besteht.

Art. 17 - Der Erzeuger informiert alle natürlichen oder juristischen Personen, die an der Arbeit in einer Parzelle mit genetisch veränderten Pflanzen beteiligt sind, sowie alle Personen, die den Transport oder die Lagerung der Ernte gewährleisten, und die keine Mitteilung nach Artikel 5 des Dekrets erhalten haben, über ihre Pflichten, und zwar bevor sie tätig werden. Das Mitteilungsformular wird von der Dienststelle zur Verfügung gestellt. Die Beweise für die Mitteilung werden während wenigstens fünf Jahren durch den Erzeuger aufbewahrt.

Insofern ein Anwender nicht gemäß Artikel 5 des Dekrets vorab informiert worden ist, teilt der Erzeuger dem ersten Anwender, der im Laufe desselben Erntejahres auf ihn folgt mit, dass Material in einer Kultur von genetisch veränderten Pflanzen eingesetzt worden ist, bevor er dieses Material benutzt. Das Mitteilungsformular wird von der Dienststelle zur Verfügung gestellt. Die Beweise für die Mitteilung werden während wenigstens fünf Jahren durch den Erzeuger aufbewahrt. Ist das Material vermietet worden und ist der erste Anwender nicht bekannt, so kann die Mitteilung an das Unternehmen gerichtet werden, das dieses Material vermietet hat. Dieses Unternehmen leitet die Mitteilung wiederum an den ersten nachfolgenden Anwender weiter.

Art. 18 - Der Erzeuger von genetisch veränderten Pflanzen führt ein Betriebsregister. Dieses Register ist während wenigstens fünf Jahren aufzubewahren und kann jederzeit von der Dienststelle eingesehen werden. Dieses Register beinhaltet die nachfolgenden Informationen für jede verwendete genetisch veränderte Art:

1° Name der verwendeten Art und Sorte sowie Angabe des spezifischen Erkennungsmarkers der genetischen Veränderung;

2° Erwerbsdatum des Saatguts oder der Setzlinge, der erworbenen Mengen und Identifizierung des Lieferanten;

3° Identifizierungscode der Parzellen, auf der die Sorte angebaut worden ist, wie sie in der Flächenerklärung und dem Beihilfeantrag des Anbaujahres angegeben worden sind;

4° Datum der Aussaat der Sorte und Identifizierung der Unternehmen, die die Arbeiten durchgeführt haben;

5° Informationen über die ggf. angelegten genetisch nicht veränderten Randzonen unter Angabe der Bezeichnung der Art und der Ausmaße der Randzone;

6) Menge des verwendeten Saatguts oder der Setzlinge;

7° Alle in der Kultur durchgeführten Arbeiten (insbesondere Anwendung von Bodenverbesserungsmitteln, Dünger oder Pflanzenschutzmitteln) sowie Identifizierung der Unternehmen, die die Arbeiten durchgeführt haben;

8° Datum der Ernte, der geernteten Mengen und Identifizierung der Unternehmen, die die Arbeiten durchgeführt haben;

9° Ort, an dem die Ernte gelagert wird;

10° Datum der Vermarktung der Ernte, vermarktete Mengen und Identifizierung der Unternehmen;

11° Angaben zur Verwendung der nicht vermarkteten Erzeugnisse.

KAPITEL III — *Entschädigung des wirtschaftlichen Verlusts*

Art. 19 - § 1. Für eine konventionelle Kultur, wird nur dann eine Entschädigung des wirtschaftlichen Verlusts durch den Fonds gewährt, wenn die Ernte nach der geltenden europäischen Rechtsprechung als genetisch veränderte Pflanzen beinhalten gekennzeichnet werden muss.

Für eine ökologische Kultur, wird nur dann eine Entschädigung des wirtschaftlichen Verlusts durch den Fonds gewährt, wenn die Ernte von einer für die Kontrolle des ökologischen Landbaus zugelassenen Einrichtung zurückgestuft worden ist, da sie einen Gehalt an genetisch veränderten Pflanzen aufweist, der mit den Vorschriften der Verordnung (EG) Nr. 834/2007 des Rates vom 28. Juni 2007 über die ökologische/biologische Produktion und die Kennzeichnung von ökologischen/biologischen Erzeugnissen für die Erzeugnisse aus dem ökologischen Landbau nicht vereinbar ist.

§ 2. Für alle Kulturen wird nur dann eine Entschädigung des wirtschaftlichen Verlusts durch den Fonds gewährt, wenn der Gehalt an genetisch veränderten Pflanzen durch eine Analyse nachgewiesen oder bestätigt worden ist, die in einem der Referenzlabors der mit der Kontrolle der Kennzeichnungspflicht beauftragten föderalen Behörde durchgeführt wurde, oder in einem von dieser Behörde für die Analysen des Gehalts an genetisch veränderten Pflanzen amtlich zugelassenen Labor. Die Dienststelle kann eine Probe der betreffenden Ernte nehmen und auf Kosten des Fonds einen Gegenanalyse durchführen.

§ 3. Für jede quantitative Analyse im Zusammenhang mit den gesetzlichen Auflagen für die Kennzeichnung ist die Probe, anhand der der Inhalt an genetisch veränderten Pflanzen bestimmt wird repräsentativ für die geprüfte Ernte. Vorzugsweise wird sie entnommen unter Beachtung der Empfehlung 2004/787/EG der Kommission vom 4. Oktober 2004 für eine technische Anleitung für Probenahme und Nachweis von genetisch veränderten Organismen und von aus genetisch veränderten Organismen hergestelltem Material als Produkte oder in Produkten im Kontext der Verordnung (EG) Nr. 1830/2003. Ist die Probenahme nicht durch einen Bediensteten der zuständigen Förderalbehörde oder von einer für diese Aufgabe von der genannten Behörde zugelassenen Einrichtung durchgeführt worden, so wird das Protokoll der Probenahme der Dienststelle zur Verfügung gestellt. Der Entschädigungsausschuss bewertet in diesem Fall die Repräsentativität des für die Entnahme der Probe angewandten Verfahrens.

§ 4. Für jede Probenahme im Zusammenhang mit den gesetzlichen Auflagen für die Kennzeichnung muss das angewandte Verfahren eine Rückverfolgbarkeit und eine zufriedenstellende Integrität der analysierten Proben ermöglichen. Falls die Probe nicht unter der Verantwortung der zuständigen Förderalbehörde oder einer zu diesem Zweck von der genannten Behörde zugelassenen Einrichtung zusammengestellt, aufbewahrt und an das Analyselabor geliefert wurde, so wird das Protokoll, durch das diese Rückverfolgbarkeit und Integrität gewährleistet wird, der Dienststelle zur Verfügung gestellt. Der Entschädigungsausschuss bewertet in diesem Fall die Gültigkeit des angewandten Protokolls.

Art. 20 - Die Ernte, für die eine Entschädigung des wirtschaftlichen Verlusts beantragt wird, darf nicht mit den Erzeugnissen anderer Betriebe vermischt worden sein.

Falls die Ernte vor dem ersten Handelsgeschäft mit den Erzeugnissen anderer Betriebe vermischt worden ist, so ist der Antrag auf Entschädigung des wirtschaftlichen Verlusts zulässig, falls eine Gegenprobe vor dem Vermischen im Beisein des Erzeugers oder seines Stellvertreters genommen wurde und diese anschließend versiegelt wurde und der Dienststelle zur Verfügung steht. Die Probemenge muss ausreichen, um eine Quantifizierung des genetisch veränderten Inhalts zu ermöglichen und um den in Artikel 19, § 3 und § 4 festgelegten Eigenschaften der Repräsentativität und der Rückverfolgbarkeit zu genügen.

Art. 21 - Die Person, die auf einem Betrieb sowohl genetisch veränderte als auch konventionelle Kulturen anbaut, muss die Ernte mit genetisch veränderten Pflanzen von den nicht genetisch veränderten Erzeugnissen materiell getrennt gelagert haben, um ihre Ansprüche auf eine Entschädigung des wirtschaftlichen Verlusts geltend machen zu können. Der Erzeuger identifiziert deutlich die betreffenden Lagerstätten durch den Vermerk "Genetisch veränderte Pflanzen", ergänzt durch den Namen der gelagerten Sorte(n) und den spezifischen Erkennungsmarker dieser Sorten.

Art. 22 - Die folgenden Umstände führen zu einer Kürzung der Entschädigung:

1° falls der Antragsteller innerhalb desselben Betriebs genetisch veränderte Pflanzen anbaut, die durch dasselbe genetische Ereignis verändert worden sind, wie das Ereignis, das die Ernte kontaminiert hat, so wird der Betrag der Entschädigung um 25 % bis 75 % gekürzt. Der Entschädigungsausschuss entscheidet über die anzuwendende Kürzung;

2° ist erwiesen, dass der Antragsteller, obwohl ihm vorab eine Mitteilung übermittelt wurde, landwirtschaftliche Gerätschaften eingesetzt hat, die im gleichen Erntejahr in einer Kultur mit genetisch veränderten Pflanzen, die dasselbe genetische Ereignis aufweist, wie die kontaminierende Pflanze, benutzt worden sind, so wird der Betrag der Entschädigung um 25 % bis 75 % gekürzt. Der Entschädigungsausschuss entscheidet über die anzuwendende Kürzung;

3° Falls im Rahmen der Untersuchung der Dienststelle belegt werden kann, dass der antragstellende Erzeuger Praktiken angewandt hat, die die Gefahr einer unbeabsichtigten Vermischung stark erhöht haben. Der Entschädigungsausschuss entscheidet über die anzuwendende Kürzung.

Art. 23 - Der Antrag auf Entschädigung ist an die Dienststelle zu richten anhand des ordnungsgemäß ausgefüllten Formulars, das diese Dienststelle bereitgestellt hat. Dabei ist die in Artikel 26, § 2 des Dekrets festgelegte Frist zu beachten. Das äußerste Datum für die Zulässigkeit des Antrags wird für jede Art in der Anlage 1 festgelegt. Um als zulässig gewertet zu werden, ist dem Entschädigungsantrag folgendes beizufügen :

1° Zertifizierungsetiketten des Saatguts oder der Setzlinge, die für die Kultur, die Gegenstand eines Entschädigungsantrags ist, verwendet worden sind. Der Antragsteller gibt gegebenenfalls an, ob innerhalb des Betriebs eigenes Saatgut oder Setzlinge (aufbereitet oder nicht) verwendet werden. Falls Saatgut durch einen zugelassenen Aufbereiter aufbereitet worden ist, werden die Proben und die Begleitdokumente, die in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. Juni 2006 bezüglich der Aufbereitung von bestimmtem landwirtschaftlichen Saatgut, das für die Einsaat bestimmt ist, vorgesehen werden, der Dienststelle zur Verfügung gestellt.

2° die Berichte über die Ergebnisse der Analyse, die für die Identifizierung und die Quantifizierung des oder der kontaminierenden genetischen Ereignisse durchgeführt worden sind;

3° gegebenenfalls der für den Verkauf des nicht kontaminierten Erzeugnisses vereinbarte Preis oder den Marktpreis am Tag des voraussichtlichen oder tatsächlichen Verkaufs sowie alle diesbezüglichen Belege;

4° falls die Ernte mit der Kennzeichnung "Enthält genetisch veränderte Pflanzen" verkauft wurde, der erzielte Verkaufspreis sowie alle diesbezüglichen Belege;

5° Eine Kopie der Dokumente, aus denen die Kosten für die Probenahme und die durchgeführten Analysen hervorgehen, falls diese Kosten durch den antragstellenden Erzeuger getragen wurden;

6° eine Kopie der Belege für die Kosten die ausschließlich durch die Kontamination mit GVO entstanden sind;

7° eine Karte im Maßstab 1/5.000 auf der unverkennbar die Lokalisierung der Parzellen der Kultur, die Gegenstand des Antrags auf eine Entschädigung ist, sowie die Parzellen, die gegebenenfalls aufgrund einer Kontamination durch GVO zurückgestuft worden sind, angegeben wird.

Die Dienststelle teilt dem Antragsteller innerhalb von 15 Arbeitstagen mit, ob seinem Antrag stattgegeben werden kann.

Art. 24 - Jeder Antrag auf Entschädigung ist Gegenstand einer von der Dienststelle durchgeführten Untersuchung. Die Ergebnisse der Untersuchung werden der Akte des Entschädigungsantrags beigefügt. Die Dienststelle kann dem Entschädigungsausschuss einen Entschädigungsbetrag vorschlagen.

Art. 25 - Die Dienststelle zahlt dem Antragsteller über den Fonds den durch den Entschädigungsausschuss festgelegten Betrag. Die Auszahlung wird innerhalb einer Frist von maximal 30 Arbeitstagen nach dem Beschluss des Ausschusses in die Wege geleitet.

Art. 26 - Jeder neue Sachverhalt, der nach Abschluss der Entschädigungsakte eintritt und der neue Unkosten verursacht, die in direktem Zusammenhang zu der Präsenz von GVO stehen, kann zu einem neuen Antrag auf Entschädigung führen.

Art. 27 - In Anwendung von Artikel 23, § 3 des Dekrets haben die von dem Entschädigungsausschuss bezeichneten externen Sachverständigen ein Anrecht auf ein Anwesenheitsgeld, dessen Betrag am 1. September 2008 auf 75 Euro pro Leistung festgelegt wird. Dieser Betrag wird auf der Grundlage des Gesundheitsindex angepasst. Diese Anpassung wird jedes Jahr auf der Grundlage des Gesundheitsindex des Monats September durchgeführt, insofern dieser Index seit der letzten Anpassung um wenigstens 2 % angestiegen ist. Die Zahlungen werden zu Lasten des Fonds auf der Grundlage einer an die Dienststelle gerichteten Schulforderung getätigt.

Die Fahrtkosten der effektiven Mitglieder und der eingeladenen externen Sachverständigen werden nach den in Artikel 531 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 über den Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes festgelegten Bedingungen erstattet. Die Zahlungen werden zu Lasten des Fonds auf der Grundlage einer für richtig und aufrichtig bescheinigten und an die Dienststelle gerichteten Kostenabrechnung getätigt.

Der Entschädigungsausschuss versammelt sich zwischen dem 1. Januar und dem 31. März auf Vorladung der Dienststelle und insofern Anträge auf Entschädigung in dem vorangegangenen Kalenderjahr bei der Dienststelle eingegangen sind. Der Ausschuss behandelt die eingereichten Anträge. Falls notwendig kann die Dienststelle den Entschädigungsausschuss außerhalb des oben angeführten Zeitraums einberufen.

KAPITEL IV — Sondermaßnahmen

Abschnitt 1 — Kartographie

Art. 28 - Gemäß Artikel 27 des Dekrets werden die genetisch veränderten Kulturen kartographisch von der Dienststelle erfasst, die diese Karten zudem archiviert.

Für jede Parzelle werden die folgenden Angaben vermerkt:

1° Jahr des Anbaus der genetisch veränderten Pflanzen auf der Parzelle;

2° Spezifische Erkennungsmarker angebauten genetisch veränderten Pflanzen;

3° Name, Anschrift und Identifizierungsnummer der Erzeuger dieser genetisch veränderten Pflanzen;

4° Name, Anschrift und Identifizierungsnummer aller Erzeuger, die diese Parzelle während des für jede Kultur in Anlage 1 definierten Überwachungszeitraums bewirtschaftet haben;

5° die an die Parzelle gebundenen Einschränkungen, je nach der Art der genetisch veränderten Pflanzen, die dort angebaut worden sind;

6° alle Angaben, die für die Kontrolle als zweckdienlich gewertet werden.

Die Parzellen, deren Ernte durch genetisch veränderte Pflanzen kontaminiert worden ist, werden ebenfalls kartographisch erfasst. Für jede kontaminierte Parzelle wird der spezifische Erkennungsmarker der Kontaminierung angegeben sowie jede Information, die für die Beaufsichtigung dieser Parzellen notwendig ist.

Diese Informationen werden während wenigstens zehn Jahren aufbewahrt.

Art. 29 - Nach Abschluss der Eintragungen für eine bestimmte Art wird jede bei der Dienststelle eingetragene Parzelle mit genetisch veränderten Pflanzen auf einer Karte, die der Öffentlichkeit auf dem Kartographie-Portal der Wallonischen Region zugänglich gemacht wird, genau lokalisiert, wobei nur die angebaute Art angegeben wird. Die historischen Angaben werden der Öffentlichkeit ebenfalls zugänglich gemacht.

Abschnitt 2 — Zone ohne genetisch veränderte Pflanzen

Art. 30 - Eine Zone ohne genetisch veränderte Pflanzen, nachstehend als Zone bezeichnet, wird definiert als eine Anzahl aneinandergrenzender Parzellen, die von wenigstens drei unterschiedlichen Erzeugern bewirtschaftet werden, identifiziert jeweils durch ihre Erzeugernummer, und die wenigstens 150 Hektar umfasst, die sich alle auf dem Gebiet der Wallonischen Region befinden. Es ist einem jedem Nachbarerzeuger der Zone untersagt, innerhalb des vorgeschriebenen Mindestabstands genetisch veränderte Pflanzen anzubauen, die fortpflanzungstechnisch kompatibel mit der in dem Abkommen erwähnten Art sind. Nur die Ländereien, die als "landwirtschaftliche Ländereien" in der Legende der Karte der Bodennutzung der Wallonie, die auf dem kartographischen Internetportal der Wallonischen Region verfügbar ist, angegeben sind, werden bei der Bestimmung der Fläche dieser Zone berücksichtigt. Die nicht landwirtschaftlichen Gebiete, die als "artifizielle Gebiete", "Forste und halb natürliche Lebensräume," "Feuchtgebiete", "Wasserflächen" oder als "nicht eingestuft" in der Legende der Karte der Bodennutzung der Wallonie angeführt sind, unterbrechen nicht die Kontinuität der Zone, insofern ein rechts liegender Abschnitt von einer Länge, die den längsten in Anlage 1 für die betreffende Art festgelegten Mindestabstand nicht übersteigt, zwei Punkte der Zone verbindet, die diesseits und jenseits der vorerwähnten nicht landwirtschaftlichen Gebiete liegt.

Art. 31 - Der Antrag auf Bestimmung einer Zone ist an die Dienststelle zu richten.

Damit er zulässig ist, muss der Antrag folgendes umfassen:

1° eine Karte im Maßstab 1/10.000 oder genauer, auf der die durch das Abkommen betroffenen Zone und die entsprechenden Parzellen angegeben sind. Jeder Parzelle oder Gruppe von Parzellen wird der Name des Erzeugers beigefügt sowie der Name des Eigentümers der Parzelle, falls der Erzeuger nicht gleichzeitig Eigentümer ist. Jede Parzelle wird zudem durch die Nummer der Parzelle identifiziert, die in der letzten verfügbaren Fassung der Flächenerklärung und des Beihilfeantrags zugeteilt wird und dem jeweiligen Erntejahr entspricht. Die Angaben zu den Parzellen entsprechen dem gleichen Erntejahr für alle Parzellen, die diese Zone bilden;

2° die auf dem von der Dienststelle zur Verfügung gestellten Formular angegebene Verpflichtung eines jeden Erzeugers, der in der Zone gelegene Parzellen bewirtschaftet, während fünf Jahren ab der Verabschiedung des Abkommens durch die Wallonische Regierung auf diesen Parzellen keine genetisch veränderte Sorte der durch das Abkommen betroffenen Art anzubauen.

3° eine Erklärung jedes Erzeugers, der in der Zone gelegene Parzellen bewirtschaftet, aus der hervorgeht, dass er ein Recht besitzt, diese Parzellen über mehr als ein Jahr zu bewirtschaften.

Die Dienststelle führt jede erhebliche Untersuchung durch, um die Zulässigkeit dieses Abkommens zu bestätigen und übermittelt die Akte gemeinsam mit ihrem Gutachten der Wallonischen Regierung, die dieses Abkommen insofern der Antrag als zulässig und rechtmäßig gewertet wird im Rahmen eines Erlasses für einen erneuerbaren Zeitraum von fünf Jahren verabschiedet.

Abschnitt 3 - Betreuung

Art. 32 - Um die Wirksamkeit der durch das Dekret und dessen Anwendungserlasse eingeführten Maßnahmen zu bewerten, zeichnet die Dienststelle in Zusammenarbeit mit den zuständigen wissenschaftlichen Einrichtungen für die Ausarbeitung und Durchführung eines Programms zur Probenahme und Analyse der konventionellen und ökologischen Kulturen verantwortlich. Dieses Programm wird dem gemäß Artikel 33 eingerichteten Begleitausschuss zur Genehmigung unterbreitet. Das Überwachungsprogramm wird durch den Haushalt der Wallonischen Region getragen.

Art. 33 - Ein Begleitausschuss der Koexistenz wird eingerichtet. Er wird gebildet aus:

- 1) Zwei Mitgliedern, die von den landwirtschaftlichen Berufsorganisationen vorgeschlagen werden;
- 2° einem Mitglied, das von den Vertretern des Sektors der Biotechnologien vorgeschlagen wird;
- 3° einem Mitglied, das von den Vertretern des Sektors der ökologischen Landwirtschaft vorgeschlagen wird;
- 4° einem Mitglied, das von der VoE "Bioforum Wallonie" vorgeschlagen wird;
- 5° einem Mitglied, das von dem "Centre wallon de Recherche agronomique" vorgeschlagen wird;
- 6° einem Mitglied, das von der Fakultät des Ingenieurwesens (Fachrichtung Biologie, Agrarwesen, und Umwelt) der Katholischen Universität Leuven vorgeschlagen wird;
- 7° einem Mitglied, das von der Universitätsfakultät der Agrarwissenschaften von Gembloux vorgeschlagen wird;
- 8° einem Mitglied, das von jedem der Pilotzentren im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. April über die Zulassung der Pilotzentren für die Entwicklung und Beratung in der Landwirtschaft, das durch in der wallonischen Region angebauten genetisch veränderten Pflanzen betroffen ist, vorgeschlagen wird;
- 9° einem Mitglied, das von der Föderalagentur für die Sicherheit der Nahrungsmittelkette als Beobachter vorgeschlagen wird;
- 10° dem Direktor der Direktion des Umweltzustands der Abteilung Studie des Natur- und Agrarbereichs oder dessen Vertreter, den er innerhalb seiner Direktion bezeichnet;
- 11° dem Direktor der Direktion der agrarwirtschaftlichen Analyse der Abteilung Studie des Natur- und Agrarbereichs oder dessen Vertreter, den er innerhalb seiner Direktion bezeichnet;
- 12° dem Direktor der Dienststelle, der den Vorsitz übernimmt.

Die Wallonische Regierung bezeichnet die in den Punkten 1 bis 8 genannten Mitglieder für einen erneuerbaren Zeitraum von vier Jahren.

Art. 34 - Der Begleitausschuss tritt auf Vorladung seines Vorsitzenden oder auf Antrag von wenigstens drei seiner Mitglieder zusammen. Er genehmigt die Berichte und erteilt Gutachten falls möglich durch Beschlussfassung im Konsens der anwesenden Mitglieder. Der Konsens gilt als erreicht, falls die geäußerte Meinung nicht auf Widerstand stößt. Falls kein Konsens gefunden werden kann, so wird/werden die Meinung(en) der Minderheit im Anschluss an die Meinung der Mehrheit der anwesenden Mitglieder vermerkt.

Art. 35 - § 1. Ab dem Jahr des Anbaus von Kulturen mit genetisch veränderten Pflanzen auf dem Gebiet der Wallonischen Region arbeitet die Abteilung Studie des Natur- und Agrarbereichs jedes Jahr einen Bericht über die quantitative und qualitative Entwicklung der genetisch veränderten Pflanzen auf dem Gebiet der Wallonischen Region aus. Falls die betreffenden Angaben zur Verfügung stehen, werden in dem Bericht ebenfalls die wirtschaftlichen und sozialen Auswirkungen dieser Kulturen auf den Agrarsektor und die Umwelt behandelt. Der Bericht wird dem Begleitausschuss zur Begutachtung unterbreitet, der ihn anschließend an die Regierung weiterleitet. Für die Informationen, die ihn betreffen, wird eine Verbreitung dieses Berichts über den Leitfaden der Umwelt und den Jahresbericht der Landwirtschaft des "Conseil supérieur wallon de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de l'Alimentation" (Wallonischer Hoher Rat der Landwirtschaft, der landwirtschaftlichen Nahrungsmittel und der Ernährung) gewährleistet.

§ 2. Der Begleitausschuss übermittelt der Regierung jedes Jahr eine Beurteilung der Anwendung der auf die Koexistenz anwendbaren Gesetzgebung auf der Grundlage der Informationen der Dienststelle, insbesondere in Anwendung von Artikel 24 des Dekrets und von Artikel 32 des vorliegenden Erlasses, sowie auf der Grundlage aller sonstigen ihm zur Verfügung stehenden Angaben oder Informationen. Der Begleitausschuss behandelt die von der Regierung ausgehenden Anfragen auf Gutachten im Bereich der Koexistenz.

KAPITEL V — Allgemeine Bestimmungen

Art. 36 - Die Dienststelle arbeitet einen Leitfaden aus, der innerhalb des durch das Dekret und dessen Anwendungserlasse definierten gesetzlichen Rahmens die Pflichten der Erzeuger zusammenfasst und die von der Dienststelle eingesetzten Kontrollverfahren beschreibt. Dieser Leitfaden wird der Öffentlichkeit zugänglich gemacht.

Art. 37 - Wenn im Rahmen des vorliegenden Erlasses von der Verwendung eines Formulars die Rede ist, so sind ausschließlich die von der Dienststelle zur Verfügung gestellten Formulare zulässig.

Art. 38 - Der Minister ist befugt, für die genetisch veränderten Arten, die zum Zeitpunkt der Verabschiedung des vorliegenden Erlasses auf den Markt gebracht worden sind, die technischen Aspekte der Anlage 1 an den technischen Fortschritt, den Stand der Kenntnisse über die genetisch veränderten Pflanzen, die Entwicklung der europäischen Empfehlungen auf dem Gebiet der Koexistenz anzupassen, oder falls ein neues genetisches Ereignis für diese Arten auf dem Markt zugelassen wird. Der Minister ist befugt, den Mindestinhalt auf den Formularen der Mitteilung an Drittpersonen, die die Anlage 2 des vorliegenden Erlasses bilden, zu ändern, um sie an die Bedürfnisse der Kontrollbehörde anzupassen.

Art. 39 - Der Minister wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 27. März 2009

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

ANLAGE 1

I- MAIS**A) Anbaubedingungen:****Verpflichtungen:**

1. Die zwischen der Parzelle mit genetisch veränderten Mais und den nicht genetisch veränderten Kulturen derselben Art zu beachtenden Abstände betragen:

600 Meter falls die genetisch veränderte Parzelle keinen nicht genetisch veränderten Randstreifen umfasst;

300 Meter falls die genetisch veränderte Parzelle einen nicht genetisch veränderten Randstreifen umfasst, dessen Gesamtbreite der Breite einer Sähmaschine mit einer Mindestbreite von drei Reihen entspricht.

2. Handelt es sich um eine genetisch veränderte Kultur, deren Ereignis die Resistenz gegen ein oder mehrere Insekten betrifft, so legt der Erzeuger in unmittelbarer Umgebung und vorzugsweise am Rand der genetisch veränderten Kultur eine Fluchtzone mit nicht genetisch veränderten Pflanzen derselben Art an, und zwar auf einer Fläche, die wenigstens 20% der Fläche der genetisch veränderten Kultur ausmacht.

3. Der Aufwuchs der Kultur ist im Laufe des Jahres, das auf das Erntejahr folgt, vor der nächsten Maisaussaat zu zerstören.

4. Spezifisches Material für den Anbau von genetisch verändertem Mais:

Keines

Empfehlungen:

1. Es wird empfohlen, weniger Saatgut zu verwenden, als notwendig ist, um die gesamte Fläche einzusäen und am Rand nicht genetisch verändertes Saatgut zu verwenden. Diese Vorgehensweise bietet den Vorteil, die Sähmaschine durch die abschließende Aussaat der Ränder mit nicht genetisch verändertem Saatgut zu "reinigen". Zudem wird dadurch die Gefahr einer Freisetzung über die Sähmaschinen eingeschränkt.

2. Falls nicht genetisch veränderte Randstreifen angelegt worden sind, kann bei der Ernte auf eine Reinigung der Maschine verzichtet werden, insofern einer der Randstreifen des Feldes, der zuletzt abgeerntet wird, eine "Reinigung" der Maschine durch nicht genetisch verändertes Material gewährleistet. Die Ernte von etwa zwanzig Metern eines Randstreifens gewährleistet eine zufriedenstellende Reinigung.

3. Bei dem Laden oder Entladen der Ernte genetisch veränderter Pflanzen in den Lagerräumen achtet der Erzeuger darauf, dass keine Erzeugnisse herunterfallen, und dass die Verpackungen (falls die Erzeugnisse verpackt sind) nicht beschädigt werden. Falls dies doch der Fall ist, sind die Räume ordnungsgemäß zu reinigen.

4. Der Umstand, dass die Maschinen auf der Parzelle lange genug leer laufen und fahren, kann zu einer verbesserten Reinigung beitragen.

Sonderbedingungen für den Transport:

Keine

B) Verpflichtung des Eigentümers der Parzelle, auf der die genetisch veränderte Kultur angebaut wird:

Jedem Erzeuger, der ihm auf derselben Parzelle nachfolgt, die Verpflichtung übertragen, jeden eventuellen Maisaufwuchs, der vor der nächsten Maisaussaat wächst, innerhalb des Jahres, das auf die Ernte des genetisch veränderten Mais folgt, zu zerstören.

C) Liste der genetisch kompatiblen Arten, die innerhalb der trennzone angebaut werden dürfen (Anwendung von Artikel 7, 6°, b, des Dekrets)

Kompatible Arten

Mais, konventioneller Anbau.

Besondere Anbaubedingungen

Keine

D) Zeitplan:

Der Eintragungsantrag ist spätestens am 1. Februar vor dem gewünschten Anbau an die Dienststelle zu richten.

Referenzdatum für die Aussaat : der 15. April

Dauer der Überwachung : 18 Monate ab dem Datum der Aussaat

Äußerstes Datum für die Zulässigkeit des Entschädigungsantrags : der 31. August des Jahres nach dem Jahr der Aussaat

In Artikel 26, § 1 des Dekrets erwähnte Frist = Überwachungsdauer

E) Beiträge:

Kontrollkosten : 5 Euro je 100 Meter Randstreifen

Solidaritätsbeitrag pro Parzelle : 40 Euro für die ersten fünf Hektar, 25 Euro pro Hektar für die weiteren Hektar.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009 über die Koexistenz genetisch veränderter, konventioneller und biologischer Kulturen beigefügt zu werden.

Namur, den 27. März 2009

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

ANLAGE 2

2.1. Mitteilung an die Nachbarerzeuger

Mindestinformationen, die der Erzeuger, der eine genetisch veränderte Kultur anlegen möchte (mitteilender Erzeuger) übermitteln muss:

Name und Vorname

Anschrift des Betriebssitzes

Erzeugernummer

Nummer der betreffenden Parzelle(n) (Flächenerklärung) sowie Jahr der Erklärung

Mindestinformationen, die der Erzeuger, der die Mitteilung erhält (Nachbarerzeuger) übermitteln muss:

Name und Vorname

Anschrift des Betriebssitzes

Erzeugernummer

Erklärung und Verpflichtung des Nachbarerzeugers:

"Ich erkläre, über die Absicht des oben angeführten Erzeugers, eine genetisch veränderte Kultur anzulegen, informiert worden zu sein.

1) Ich bewirtschafter die Parzelle(n), die auf der mir vorgelegten Karte im Maßstab 1/5.000 deutlich abgegrenzt und identifiziert ist/sind (die Nummer der Parzellen und das Jahr der Erklärung angeben)"

"Ich verpflichte mich (wählen Sie eine einzige der folgenden drei Möglichkeiten aus):

1) auf keiner dieser Parzellen genetisch kompatible Pflanzen anzubauen

2) auf einer oder mehrerer dieser Parzellen genetisch kompatible Pflanzen anzubauen, die ich auf den Markt bringen möchte oder als Kultur mit der Kennzeichnung "Enthält genetisch veränderte Pflanzen" verwenden möchte (unter Angabe der betreffenden Parzellen)

3) auf einer oder mehrerer dieser Parzellen genetisch kompatible Pflanzen anzubauen, die ich auf den Markt bringen möchte oder als Kultur ohne Kennzeichnung "Enthält genetisch veränderte Pflanzen" verwenden möchte (unter Angabe der betreffenden Parzellen)

Ich verpflichte mich andererseits, dem oder den Erzeugern, die auf den im Laufe dieses Erntejahres bezeichneten Parzellen meine Nachfolge antreten oder falls keine Nachfolger vorhanden sind, dem Eigentümer der Parzelle(n) die mir nicht gehört/gehören, alle Informationen im Zusammenhang mit der vorliegenden Verpflichtung zu übermitteln."

Auf dem Formular zu vermerkender Warnhinweis:

"Falls innerhalb von fünfzehn Tagen nicht auf dieses Formular reagiert worden ist, wird einerseits eine stillschweigende Verpflichtung vorausgesetzt, auf den bezeichneten Parzellen keine Kultur mir genetisch kompatiblen Pflanzen anzulegen und andererseits, dass diese Verpflichtung dem ggf. nachfolgenden Erzeuger (falls kein Nachfolger vorhanden ist, dem Eigentümer der Parzelle(n)) übermittelt wird."

Verschiedene Bestimmungen:

Das Formular wird durch den mitteilenden Erzeuger datiert und unterzeichnet (ein Original und zwei Kopien). Der Nachbarerzeuger unterzeichnet das Original sowie eine Kopie und sendet sie an den mitteilenden Erzeuger zurück. Der mitteilende Erzeuger fügt dieses Original seinem Antrag auf Eintragung der genetisch veränderten Kultur bei der Dienststelle bei.

2.2. Mitteilung an die Erzeuger, mit denen Landmaschinen gemeinsam genutzt werden

Mindestinformationen, die der Erzeuger, der eine genetisch veränderte Kultur anlegen möchte (mitteilender Erzeuger) übermitteln muss:

Name und Vorname

Anschrift des Betriebssitzes

Erzeugernummer:

Nummer der betreffenden Parzelle(n) (Flächenerklärung) sowie Jahr der Erklärung

Erklärung des mitteilenden Erzeugers:

"Ich erkläre, die Absicht zu haben, die folgende genetisch veränderte Kultur (Angabe der Art) anzulegen und informiere den unten angeführten Erzeuger, mit dem ich gewöhnlich landwirtschaftliches Material gemeinsam nutze, über diese Absicht".

Mindestinformationen, die der Erzeuger, der die Mitteilung erhält (der Landmaschinen gemeinsam nutzt), übermitteln muss:

Name und Vorname

Anschrift des Betriebssitzes

Erzeugernummer

Erklärung des Erzeugers, der die Mitteilung erhält:

"Ich erkläre, über die Absicht des oben angeführten Erzeugers, eine genetisch veränderte Kultur anzulegen, informiert worden zu sein. Ich bin zudem darüber informiert, dass für den Fall, dass eine meiner konventionellen oder ökologischen Kulturen durch eine genetisch veränderte Pflanze kontaminiert wird, die identisch (gleicher spezifischer Erkennungsmarker) ist, mit der, die der mitteilende Erzeuger anbaut, der Betrag jeglicher Entschädigung des ggf. erlittenen wirtschaftlichen Schadens um 25% bis 75% verringert wird, je nachdem, wie der Entschädigungsausschuss entscheidet."

Verschiedene Bestimmungen:

Das Formular wird durch den mitteilenden Erzeuger datiert und unterzeichnet (ein Original und zwei Kopien). Der Nachbarerzeuger unterzeichnet das Original sowie eine Kopie und sendet sie an den mitteilenden Erzeuger zurück. Der mitteilende Erzeuger fügt dieses Original seinem Antrag auf Eintragung der genetisch veränderten Kultur bei der Dienststelle bei.

2.3. Mitteilung an den Eigentümer oder die Person, die das Bewirtschaftungsrecht erteilt hat

Mindestinformationen, die der Erzeuger, der eine genetisch veränderte Kultur anlegen möchte (mitteilender Erzeuger) übermitteln muss:

Name und Vorname

Anschrift des Betriebssitzes

Erzeugernummer

Nummer der betreffenden Parzelle(n) (Flächenerklärung) sowie Jahr der Erklärung

Mindestinformationen, die der Eigentümer, der die Mitteilung erhält, übermitteln muss (= der Eigentümer oder die natürliche oder juristische Person, die dem Erzeuger das Bewirtschaftungsrecht erteilt hat):

Name und Vorname

Anschrift

Erklärung und Verpflichtung des Eigentümers, der die Mitteilung erhält:

"Ich erkläre, über die Absicht des oben angeführten Erzeugers, eine genetisch veränderte Kultur auf der Parzelle, deren Eigentümer ich bin, oder deren Bewirtschaftung ich erlaube, anzulegen, informiert worden zu sein.

"Ich verpflichte mich, falls notwendig alle Informationen über die Betriebsbedingungen für diese Parzelle an die nachfolgenden Erzeuger weiterzuleiten"

Verschiedene Bestimmungen:

Das Formular wird durch den mitteilenden Erzeuger datiert und unterzeichnet (ein Original und zwei Kopien). Der Eigentümer unterzeichnet das Original sowie eine Kopie und sendet sie an den mitteilenden Erzeuger zurück. Der mitteilende Erzeuger fügt dieses Original seinem Antrag auf Eintragung der genetisch veränderten Kultur bei der Dienststelle bei.

Die Verpflichtungen des Eigentümers der Parzelle, auf der eine genetisch veränderte Kultur angebaut wird, die für diese Kultur spezifisch sind, werden für die jeweilige Kultur in der Anlage 1 angeführt.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009 über die Koexistenz genetisch veränderter, konventioneller und biologischer Kulturen beigefügt zu werden.

Namur, den 27. März 2009

Der Minister-Präsident,

R. DEMOTTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,

B. LUTGEN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 1779

[2009/202166]

**27 MAART 2009. — Besluit van de Waalse Regering
betreffende de coëxistentie van genetisch gemodificeerde teelten naast gangbare en biologische teelten**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 19 juni 2008 betreffende de coëxistentie van genetisch gemodificeerde teelten naast gangbare en biologische teelten;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 23 maart 2009;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 27 maart 2009;

Gelet op het overleg tussen de gewestelijke Regeringen en de federale overheid van 9 oktober 2008;

Gelet op advies 45.970/4 van de Raad van State, gegeven op 4 maart 2009, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op Verordening (EG) nr. 1829/2003 van het Europees Parlement en van de Raad van 22 september 2003 inzake genetisch gemodificeerde levensmiddelen en diervoeders;

Gelet op Verordening (EG) nr. 1830/2003 van het Europees Parlement en de Raad, van 22 september 2003 betreffende de traceerbaarheid en etikettering van genetisch gemodificeerde organismen en de traceerbaarheid van met deze organismen geproduceerde levensmiddelen en diervoeders en tot wijziging van Richtlijn 2001/18/EG;

Gelet op Verordening (EG) nr. 834/2007 van de Raad van 28 juni 2007 inzake de biologische productie en de etikettering van biologische producten en tot intrekking van Verordening (EEG) nr. 2092/91;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Doel en begripsomschrijving*

Artikel 1. Dit besluit stelt de nadere regels vast inzake coëxistentie tussen gangbare teelten, biologische teelten en genetisch gemodificeerde teelten, overeenkomstig het decreet van 19 juni 2008 betreffende de coëxistentie van genetisch gemodificeerde teelten naast gangbare en biologische teelten in overeenstemming met artikel 26bis van Richtlijn 2001/18/EG, waarbij de lidstaten van de Europese Unie ertoe gemachtigd worden om alle nodige maatregelen te nemen om onvoorziene sporen van genetisch gemodificeerde organismen in andere producten te voorkomen, zoals ingevoegd in Richtlijn 2001/18/EG bij artikel 43 van Verordening (E.G.) nr. 1829/2003 van het Europees Parlement en de Raad van 22 september 2003 betreffende genetisch gemodificeerde levensmiddelen en diervoeders.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° decreet : het decreet van 19 juni 2008 betreffende de coëxistentie van genetisch gemodificeerde teelten naast gangbare en biologische teelten;

2° rand : de rijen van niet genetisch gemodificeerde planten aan de rand van een perceel van genetisch gemodificeerde planten van hetzelfde soort;

3° Minister : de Minister bevoegd voor Landbouw;

4° Dienst : de Directie Kwaliteit van het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst die als controleoverheid wordt aangewezen.

Bovendien zijn de in dit decreet bepaalde beschrijfsomschrijvingen zo nodig van toepassing.

HOOFDSTUK II. — Voorwaarden en procedure voor de inschrijving van de teelten van genetisch gemodificeerde planten Uitbatingvoorwaarden

Afdeling 1. — Kennisgevingen aan de derden en verplichtingen van de derden

Art. 3. De kennisgevingen voorafgaand aan de inschrijving van een teelt van genetisch gemodificeerde planten (GMP) bedoeld in artikel 5, 1°, 2° en 3° van het decreet worden uitgevoerd aan de hand van formulieren die de Dienst ter beschikking stelt van de producent die voornemens is die teelt van GMP aan te planten. Deze formulieren bevatten minstens de inlichtingen en verbintenissen die respectievelijk worden vermeld in de bijlagen 2.1, 2.2. en 2.3. Deze kennisgevingen worden gericht aan de betrokken derden volgens elke modaliteit waardoor de betekenende producent hun ontvangst door die derden kan bewijzen.

Art. 4. § 1. Elke naburige producent die de kennisgeving betreffende het voornemen van een producent om deze GMP te bebouwen, heeft gekregen, verbindt zich er toe op het kennisgevingformulier dat hij heeft ontvangen, ofwel genetisch verenigbare planten binnen de isolatieafstand te bebouwen, ofwel genetisch verenigbare planten binnen de isolatieafstand te bebouwen. Op een kaart op schaal 1/5000 geleverd door de betekenende producent lokaliseert de naburige producent alle percelen waarvan de grenzen zich uitstrekken vóór de isolatieafstand waarvoor hij zich ertoe verbindt genetisch verenigbare planten al dan niet te bebouwen. De naburige producent behoudt een afschrift van de verbintenis genomen tegenover de betekenende producent.

Als de naburige producent tijdens hetzelfde teeltjaar ophoudt met de uitbating van één van de in het eerste lid bedoelde percelen, maakt hij een afschrift van zijn verbintenis tegenover de betekenende producent over aan elke producent die hem tijdens hetzelfde teeltjaar zou opvolgen of, bij gebrek aan opvolgende producent, aan de eigenaar van het perceel als hijzelf niet de eigenaar is. Die verbintenis wordt overgemaakt volgens elke modaliteit waardoor de naburige producent de goede informatie van de opvolgende producent of van de eigenaar van het betrokken perceel kan bewijzen. De opvolgende producent neemt de verantwoordelijkheid voor de verbintenis genomen door de producent die de kennisgeving van de teelt heeft gekregen.

§ 2. De verbintenis van de naburige producent om genetisch verenigbare planten te bebouwen op een perceel dat zich uitstrekt vóór de isolatieafstand maakt de aanvraag tot inschrijving van de genetisch gemodificeerde teelt bij de controleoverheid niet-ontvankelijk tenzij, overeenkomstig artikel 7, 6°, b, van het decreet, voor de teelten en onder de voorwaarden vermeld in bijlage 1, de naburige producent zich ertoe verbindt de oogst van het betrokken perceel, die geëtiketteerd wordt als GGO-bevattend, te gebruiken of op de markt te brengen, ongeacht het G.G.O-gehalte van het geoogste product.

§ 3. De naburige producent is verplicht de in § 1 bedoelde verbintenis terug te zenden aan de betekenende producent binnen 15 dagen na de datum van zending of overmaking van het kennisgevingformulier. De poststempel of de datum van een getekend ontvangstbewijs geldt als bewijs zowel voor de zending van de kennisgeving van de teelt als voor de zending van de verbintenis van de naburige producent. Het achterwege blijven van een reactie op de kennisgeving binnen een termijn van 15 kalenderdagen na de zendingsdatum wordt beschouwd als een stilzwijgende verplichting om binnen de isolatieafstand geen plantensoorten te telen die genetisch verenigbaar zijn.

Art. 5. De verplichtingen van de eigenaar die het voorwerp uitmaken van een kennisgeving, zoals bepaald in artikel 5, 3°, van het decreet, van een voorgenomen teelt van genetisch gemodificeerde planten op het perceel dat hij bezit, worden per soort in bijlage 1 bepaald.

Afdeling 2. — Aanvraag tot inschrijving

Art. 6. De inschrijving van een genetisch gemodificeerde teelt bij de Dienst, hierna de inschrijving genoemd, betreft een perceel, zoals bepaald in de oppervlakteaangifte en steunaanvraag, voor het bebouwen van een gegeven GGP gedurende het eerste teeltseizoen volgend op de aanvraag tot inschrijving van de teelt. De aangrenzende percelen die door één enkele producent uitgebaut worden om één en hetzelfde soort GGP te produceren, dat gekenmerkt wordt door dezelfde genetische gebeurtenis of dezelfde verbinding van genetische gebeurtenissen, maken slechts het voorwerp uit van één enkele aanvraag tot inschrijving.

De aanvraag tot inschrijving wordt aan de Dienst gericht. De laatste data van ontvangst van de ontvankelijke aanvragen worden per soort in bijlage 1 bepaald. De Dienst kan deze data uitstellen als bijzondere weersomstandigheden het rechtvaardigen.

Art. 7. De in artikel 7 van het decreet bedoelde aanvraag tot inschrijving wordt gericht aan de Dienst aan de hand van een door hem geleverd formulier. Het formulier voor de inschrijvingsaanvraag vermeldt de verbintenissen van de producent die om de inschrijving van een teelt verzoekt, zoals bepaald in artikel 5, 6° en 8°, van het decreet.

Afdeling 3. — Bijdragen

Art. 8. Overeenkomstig artikel 10 van het decreet worden de bestanddelen van de bijdrage aan het Fonds als volgt vastgesteld :

1° administratieve kosten :

a. de controlekosten die een forfaitair gedeelte van 80 euro per perceel omvatten, waarbij een variabel bedrag komt, dat per soort in bijlage 1 bepaald wordt.

b. de dossierkosten worden bepaald op 50 euro per perceel;

2° de solidariteitskosten worden bepaald in bijlage 1 per ha en per perceel voor elk soort dat voor het teelten wordt toegelaten.

Afdeling 4. — Algemene exploitatievoorwaarden

Art. 9. Met zijn inschrijvingsaanvraag verbindt de producent zich ertoe de door de Dienst aangewezen controleur zo vroeg mogelijk en in ieder geval vóór de zaaiing of de oogst op de hoogte te brengen van de zaaiingsdag en van de oogstdag. De Dienst informeert de producent over de identiteit en de personalia van de aangewezen controleur samen met de kennisgeving van de inschrijving van de teelt van GGP.

Art. 10. Elke producent die ophoudt met de exploitatie van een perceel waarop een genetisch gemodificeerd gewas werd geteeld, ongeacht als hij al dan niet eigenaar is van dat perceel, betekent de producent die hem op hetzelfde perceel opvolgt, de exploitatievoorwaarden die hij moet naleven, vóór de exploitatie van het perceel door laatstgenoemde. Het kennisgevingformulier wordt door de Dienst geleverd. Bij gebrek aan een opvolgende producent wordt de kennisgeving overgemaakt aan de eigenaar van het perceel. De kennisgevingbewijzen worden door de betekenende producten tijdens 5 jaar bewaard.

Degene die tot de aankoop overgaat of die op enige andere wijze ook het recht overneemt om een perceel te gebruiken waarop GMP geproduceerd zijn, verbindt zich ertoe op het kennisgevingformulier dat hij gekregen heeft, de aan dat perceel gebonden verplichtingen na te leven.

Art. 11. § 1. Om de onvrijwillige verspreiding van zaden of beplantingen te voorkomen vult de producent de zaaimachine of de pootmachine op pas wanneer de zaaiingsuitrusting volledig geïnstalleerd is op het perceel bestemd om met de GGP ingezaaid te worden, en leegt hij die uitrusting van zijn genetisch gemodificeerde zaden of beplantingen alvorens het perceel te verlaten. Elke bijkomende uitrusting die zaden of beplanten buiten het betrokken perceel kan brengen, wordt nauwkeurig gereinigd alvorens dat perceel te verlaten.

Dezelfde regel is van toepassing op de loonbedrijven die werkzaam zijn de zaaiing of het planten van de GGP.

§ 2. De hoeveelheid zaden of beplantingen die na de zaaiing of de beplanting overtollig zijn, en het gebruik daarvan wordt vermeld in het in artikel 18 bedoelde bedrijfsregister. De zaden en beplantingen worden in hun oorspronkelijke verpakking bewaard, geëtiketteerd overeenkomstig de vigerende regelgeving en fysiek geïsoleerd van alle andere zaden of beplantingen.

Dezelfde regel is van toepassing op de loonbedrijven die een overschot van genetisch gemodificeerde zaden of beplantingen opslaan.

§ 3. Bij de oogst beperkt de producent het ontkorrelen tot een maximum door een optimale regeling van het materieel. Na de oogst van het geheel of een gedeelte van een perceel van GGP, worden de oogstvoertuigen op het perceel gereinigd zonder verplichting tot demontage alvorens het perceel te verlaten.

Dezelfde regel is van toepassing op de loonbedrijven die de oogst verrichten.

Art. 12. In het geval van een gewas dat voor de herbicidenweerstand of -tolerantie genetisch gemodificeerd is, verbindt de producent zich ertoe geen planten van een ander soort dat bestand is tegen dezelfde herbicide te bebouwen tot het einde van de toezichtduur bepaald per soort in bijlage 1.

Art. 13. De rand die eventueel geplaatst is rond het genetisch gemodificeerde gewas, bestaat uit levende planten waarvan de bloei gesynchroniseerd is met de bloei van het genetisch gemodificeerde gewas.

Art. 14. De producent verbindt zich ertoe de hergroei van de vorige teelten te vernietigen gedurende de hele toezichtduur bepaald per soort in bijlage 1.

Art. 15. Als de reinigings-, drogings-, ladings- en verpakkingssystemen alsmede de opslaglokalen van de producent niet alleen voor de verwerking van de GGP worden gebruikt, moeten ze voor GGP na hun gebruik nauwkeurig gereinigd worden.

Art. 16. Elke opslag, met inbegrip van de opslag volgend op de eerste handelstransactie, wordt zodanig georganiseerd dat de verspreiding van de GGP in het leefmilieu op de beste manier wordt beperkt, zodat het opgeslagen product geen besmettingsbron vormt voor de gangbare of biologische teelten. De Dienst gaat via peiling na of de vervoer- en opslagvoorwaarden verenigbaar zijn met de coëxistentiebeginselen en met name of ze geen risico voor toevallige besmetting zijn voor de naburige gangbare of biologische teelten.

Art. 17. Voor hun tussenkomst betekent de producent hun verplichtingen aan alle natuurlijke of rechtspersonen die tussenbeide komen in een perceel van GGP alsmede aan de personen die het vervoer of het opslaan van de oogst waarborgen en die geen voorwerp hebben uitgemaakt van een kennisgeving bedoeld in artikel 5 van het decreet. Het kennisgevingformulier wordt door de Dienst geleverd. De kennisgevingbewijzen worden door de producenten tijdens 5 jaar bewaard.

De producent betekent dat een materieel gebruikt is in een teelt van GGP, aan de eerste gebruiker die hem opvolgt tijdens hetzelfde teeltseizoen alvorens laatstgenoemde dat materieel gebruikt, voor zover deze gebruiker geen voorwerp heeft uitgemaakt van een voorafgaande kennisgeving overeenkomstig artikel 5 van het decreet. Het kennisgevingformulier wordt door de Dienst geleverd. De kennisgevingbewijzen worden door de producten tijdens 5 jaar bewaard. Als het materieel gehuurd is en als de eerste opvolgende gebruiker onbekend is, kan de kennisgeving gericht worden aan het bedrijf dat het materieel verhuurt en dat deze kennisgeving overmaakt aan de eerste opvolgende gebruiker.

Art. 18. De producent van GGP houdt een bedrijfsregister bij. Dat bedrijfsregister wordt tijdens minimum 5 jaar behouden en kan door de Dienst op elk ogenblik geraadpleegd worden. Dat register bevat de volgende gegevens voor elke gebruikte genetisch gemodificeerde variëteit :

1° de naam van het soort en van de gebruikte variëteit alsmede de vermelding van het eenduidig identificatienummer van de genetische modificatie;

2° de datum van aankoop van de zaden of beplantingen, de gekochte hoeveelheden en de identificatie van de leverancier;

3° de identificatiecode van de percelen waarop de variëteit bebouwd is, zoals bepaald in de oppervlakteaangifte en steunaanvraag van het teeltjaar;

4° de datum van zaaiing van de variëteit en de identificatie van de operatoren die de werkzaamheden hebben uitgevoerd;

5° de inlichtingen over de niet genetisch gemodificeerde randen die eventueel geïnstalleerd zijn, die de naam van de variëteit en de afmetingen van de rand bevatten;

6° de gebruikte hoeveelheid zaden of beplantingen;

7° alle tussenkomsten verricht in de teelt (met name de grondverbeteringsmiddelen, de bemesting of fyto-sanitaire behandelingen) en de identificatie van de operatoren die de werkzaamheden hebben verricht;

8° de oogstdatum, de geogste hoeveelheden en de identificatie van de operatoren die de werkzaamheden hebben uitgevoerd;

9° de plaats waar de oogst opgeslagen is;

10° de data van verkoop van de oogst, de verkochte hoeveelheden en de identificatie van de koper(s);

11° de gegevens betreffende het gebruik van de productie die niet verkocht is.

HOOFDSTUK III. — *Compensatie van het economische verlies*

Art. 19. § 1. Voor een gangbare teelt maakt het economische verlies slechts het voorwerp uit van een compensatie door het Fonds als de oogst geëtiketteerd moet worden als GGO-bevattend overeenkomstig de vigerende Europese wetgeving.

Voor een biologische teelt maakt het economische verlies slechts het voorwerp uit van een compensatie door het Fonds als de oogst afgekeurd is door een instelling erkend voor de controle op de biologische productie wegens een gehalte aan GGP onverenigbaar met de normen voorgeschreven bij Verordening (EG) 834/2007. van de Raad van 28 juni 2007 inzake de biologische productie en de etikettering van biologische producten.

§ 2. Voor elk type teelt maakt het economische verlies slechts het voorwerp uit van een compensatie door het Fonds als het gehalte aan GGP vastgesteld of bevestigd is door een analyse uitgevoerd door één van de referentielaboratoria van de federale overheid belast met de controle op de etiketteringverplichtingen of door een laboratorium dat officieel erkend is door die overheid voor de analyses van het gehalte aan GGP. De Dienst kan een monster nemen van de betrokken oogst en overgaan tot een tweede analyse op kosten van het Fonds.

§ 3. Voor elke kwantitatieve analyse in verband met de wettelijke etiketteringnormen is het monster op grond waarvan het gehalte aan GGP vastgesteld wordt, representatief voor de geanalyseerde oogst en wordt het bij voorkeur genomen overeenkomstig aanbeveling 2004/787/EG van de Europese Commissie betreffende technische richtsnoeren inzake bemonstering en opsporing van genetisch gemodificeerde organismen en materiaal geproduceerd met genetisch gemodificeerde organismen, als of in producten aangeboden, in het kader van Verordening (EG) nr. 1830/2003. Als de monsterneming niet uitgevoerd is door een personeelslid van de terzake bevoegde federale overheid of door een instelling die daartoe door die overheid erkend is, wordt het protocol volgens welk het monster is genomen, ter beschikking gesteld van de Dienst.<0

De compensatiecommissie beoordeelt in dat geval de representativiteit van de gebruikte monsternemingprocedure.

§ 4. Voor elke monsterneming in verband met de wettelijke etiketteringnormen moet de gebruikte procedure een traceerbaarheid en een voldoende integriteit van de aan de analyse onderworpen monsters mogelijk maken. Als het monster niet verpakt, bewaard en geleverd is aan het analyselaboratorium onder de verantwoordelijkheid van de bevoegde federale overheid of van een instelling die daartoe door die overheid erkend is, wordt het protocol dat die traceerbaarheid en die integriteit waarborgt, ter beschikking gesteld van de Dienst. De compensatiecommissie beoordeelt in dat geval de geldigheid van het gevolgde protocol.

Art. 20. De oogst waarvoor een compensatie van het economische verlies wordt aangevraagd, moet niet gemengd zijn met producten van andere bedrijven.

Als de oogst voor de eerste handelstransactie het voorwerp heeft uitgemaakt van een mengsel met producten van andere bedrijven, is een aanvraag tot compensatie van het economische verlies evenwel ontvankelijk als een tegensprekelijk monster voor het mengsel genomen is in aanwezigheid van de producent of van zijn afgevaardigde en als het verzegeld is en ter beschikking gesteld van de Dienst. Het monster moet voldoende zijn om een kwantificatie van het gehalte aan genetisch gemodificeerd product mogelijk te maken en om te voldoen aan de eigenschappen bepaald in artikel 19, § 3 en § 4, wat betreft zijn representativiteit en zijn traceerbaarheid.

Art. 21. Degene die op hetzelfde bedrijf tegelijkertijd genetisch gemodificeerde teelten en gangbare teelten produceert, moet, om zijn rechten op een eventuele compensatie te laten gelden, de oogst van de genetisch gemodificeerde planten opgeslagen hebben afzonderlijk van de niet genetisch gemodificeerde producten. De producent identificeert duidelijk de betrokken opslagplaatsen door de vermelding "genetisch gemodificeerde planten" aangevuld met de naam van de variëteit of van de opgeslagen variëteit alsmede het eenduidige identificatienummer die deze variëteiten kenmerkt, aan te plakken.

Art. 22. De volgende omstandigheden hebben een vermindering van de compensatie als gevolg :

1° als de verzoeker in hetzelfde bedrijf genetisch gemodificeerde planten bebouwt van dezelfde genetische gebeurtenis als de gebeurtenis die de oogst heeft besmet, wordt het bedrag van de compensatie met 25 % tot 75 % verminderd. De compensatiecommissie bepaalt de toe te passen vermindering;

2° als kan worden bewezen dat de verzoeker, hoewel hij het voorwerp heeft uitgemaakt van een voorafgaande kennisgeving, landbouwmaterieel heeft gebruikt dat tijdens hetzelfde teeltjaar gebruikt was in een genetisch gemodificeerde teelt gekenmerkt door dezelfde genetische gebeurtenis als de besmettende gebeurtenis, wordt het bedrag van de compensatie met 25 % tot 75 % verminderd. De compensatiecommissie bepaalt de toe te passen vermindering;

3° als het door de Dienst uitgevoerde onderzoek wijst op bewijselementen die praktijken van de verzoekende producent aantonen die het risico voor het toevallige mengsel duidelijk hebben verhoogd. De compensatiecommissie bepaalt de toe te passen vermindering.

Art. 23. De compensatieaanvraag wordt aan de Dienst gericht aan de hand van het behoorlijk ingevulde formulier dat door hem wordt geleverd, met inachtneming van de in artikel 26, § 2, van het decreet voorgeschreven termijn, waarbij de grensdatum voor ontvankelijkheid van de aanvraag per soort in bijlage 1 wordt bepaald. Om ontvankelijk te zijn, moet de compensatieaanvraag vergezeld gaan :

1° van de certificeringetiketten van de zaden of beplantingen gebruikt voor de teelt waarvan de oogst het voorwerp uitmaakt van een compensatieaanvraag. In voorkomend geval bepaalt de verzoeker het gebruik van boerenzaden of -beplanting die al dan niet binnen het bedrijf gesorteerd worden. Als de zaden door een erkende loonsorteerder gesorteerd zijn, worden de monsters en begeleidingsdocumenten zoals bepaald in het besluit van de Waalse Regering van 1 juni 2006 betreffende het sorteren tegen loon van zaden van bepaalde soorten van landbouwgewassen bestemd om te worden ingezaaid, ter beschikking gesteld van de Dienst;

2° van de verslagen van de analyseresultaten uitgevoerd voor de identificatie en de kwantificatie van de gebeurtenis of van de besmettende genetische gebeurtenissen;

3° in voorkomend geval van de overeengekomen prijs voor de verkoop van het niet besmette product of van de marktprijs op de geplande of werkelijke verkoopdatum, waarbij elk document als bewijs geldt;

4° als de oogst geëtiketteerd als GGO-bevattend verkocht is, van de behaalde verkoopprijs, waarbij elk document als bewijs geldt;

5° van een afschrift van de documenten met vermelding van de kosten van de monsterneming en van de verrichte analyses als ze gedragen zijn door de verzoekende producent;

6° van een afschrift van de bewijsstukken van de kosten voortvloeiend uit de besmetting door genetisch gemodificeerde organismen;

7° van een kaart op schaal 1/5.000 met een duidelijke lokalisatie van de percelen waarop de teelt die het voorwerp heeft uitgemaakt van een compensatieaanvraag is bebouwd, alsmede van de percelen die eventueel afgekeurd zijn wegens de besmetting met GGP.

De Dienst deelt de ontvankelijkheid van de aanvraag binnen 15 werkdagen aan de verzoeker mede.

Art. 24. Elke compensatieaanvraag maakt het voorwerp uit van een onderzoek door de Dienst. De resultaten van het onderzoek worden gevoegd bij het dossier betreffende de compensatieaanvraag. De Dienst kan een compensatiebedrag voorstellen aan de compensatiecommissie.

Art. 25. De Dienst stort het door de compensatiecommissie bepaalde bedrag via het Fonds aan de verzoeker. De betalingsprocedure wordt opgestart binnen een maximumtermijn van 30 werkdagen na de beslissing van de commissie.

Art. 26. Elk nieuw feit dat na de sluiting van het compensatiedossier zou voorvallen en dat nieuwe kosten rechtstreeks gebonden aan de aanwezigheid van GGO als gevolg zou hebben, kan het voorwerp uitmaken van een nieuwe compensatieaanvraag.

Art. 27. Overeenkomstig artikel 23, § 3, van het decreet hebben de externe deskundigen die door de compensatiecommissie aangewezen worden, recht op een presentiegeld dat op 1 september 2008 op 75 euro per dienstverlening is bepaald. Dat bedrag wordt volgens de evolutie van de gezondheidsindex aangepast. Deze aanpassing wordt jaarlijks uitgevoerd op grond van de gezondheidsindex van de maand september voor zover die index verhoogd is met minstens 2 % sinds de laatste aanpassing. De betalingen zijn ten laste van het Fonds op grond van een aangifte van schuldvorderingen gericht aan de Dienst.

De reiskosten van de gewone leden en van de uitgenodigde externe deskundigen worden terugbetaald onder de voorwaarden bepaald in artikel 531 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode. De betalingen zijn ten laste van het Fonds op grond van een naar waarheid ingevulde onkostennota gericht aan de Dienst.

De compensatiecommissie vergadert tussen 1 januari en 31 maart na oproeping door de Dienst en voor zover compensatieaanvragen gedurende het vorige kalenderjaar ingediend zijn bij de Dienst. De commissie behandelt de ingediende aanvragen. Indien nodig kan de Dienst de compensatiecommissie bijeenroepen buiten de hierboven bedoelde periode.

HOOFDSTUK IV. — *Bijzondere maatregelen*

Afdeling 1. — Cartografie

Art. 28. Overeenkomstig artikel 27 van het decreet wordt een cartografie van de genetisch gemodificeerde teelten door de Dienst uitgevoerd en gearchiveerd.

Voor elk perceel worden de volgende inlichtingen gegeven :

1° de jaren van de teelt van GGP op het perceel;

2° de eenduidige identificatienummers van de bebouwde GGP;

3° de namen, adressen en identificatienummer van de producenten van die GGP;

4° de namen, adressen en identificatienummer van alle producenten die het perceel hebben uitgebaat tijdens de toezichtperiode die per teelt in bijlage 1 bepaald wordt;

5° de dwingende voorwaarden gebonden aan het perceel naar gelang van de soorten GGP die daar ingezaaid zijn;

6° alle inlichtingen die voor de controle als nuttig worden beschouwd.

De percelen waarvan de oogst besmet is door een GGP maken ook het voorwerp uit van een cartografie. Voor elk besmet perceel wordt het eenduidige identificatienummer van de besmetting en elke informatie nodig voor de opvolging van deze percelen gegeven.

Deze inlichtingen worden tijdens minimum 10 jaar bewaard.

Art. 29. Na de sluiting van de inschrijvingen voor een gegeven soort, wordt elk perceel van GGP ingeschreven bij de Dienst nauwkeurig, met alleen de vermelding van het bebouwde teelt, gelokaliseerd op een kaartdocument dat ter beschikking van het publiek wordt gesteld op de cartografische portaalsite van het Waalse Gewest. De historische gegevens worden ook ter beschikking gesteld van het publiek.

Afdeling 2. — GGP-loze zone

Art. 30. Een GGP-loze zone, hierna zone genoemd, wordt bepaald als een geheel van aangrenzende percelen uitgbaat door minstens 3 verschillende producenten die door hun producentnummer geïdentificeerd worden, en dat minstens 150 ha gelegen op het grondgebied van het Waalse Gewest dekt. Het is elke naburige producent verboden genetisch gemodificeerde planten die seksueel verenigbaar zijn met het bij de overeenkomst betrokken soort binnen de isolatieafstand te bebouwen. Alleen de gronden beschouwd als "agrarische gebieden" in de legende van de kaart betreffende het bodemgebruik van Wallonië zoals bedoeld in de cartografische portaalsite van het Waalse Gewest worden geboekt om de oppervlakte van de zone te bepalen. De niet landbouwgebieden opgenomen als "kunstmatig gemaakte grondgebieden", "bossen en halfnatuurlijke omgevingen", "vochtige gebieden", "wateroppervlakten" of als "niet ingedeeld" in de legende van de kaart betreffende het bodemgebruik in Wallonië onderbreken niet de continuïteit van een zone voor zover een vector met een lengte kleiner dan of gelijk aan de grootste scheidingsafstand bepaald in bijlage 1 voor het betrokken soort twee punten van de zone gelegen aan beide kanten van de bovenvermelde niet agrarische grondgebieden kan verbinden.

Art. 31. De aanvraag betreffende de aanleg van een zone wordt aan de Dienst gericht.

Om ontvankelijk te zijn moet de aanvraag hetgeen volgt omvatten :

1° een kaart op schaal 1/10.000 of een preciezere kaart waarin de bij de overeenkomst betrokken zone en de percelen die laatstgenoemde zone vormen, geïdentificeerd worden. Voor elk perceel of geheel van percelen worden de naam van de producent en de naam van de eigenaar van het perceel gegeven als de producent zelf niet eigenaar is. Elk perceel wordt ook geïdentificeerd door het perceelnummer dat toegekend is in de zo recent mogelijke oppervlakte-aangifte en steunaanvraag en dat verbonden is aan het overeenstemmende campagnejaar. Deze referenties van de percelen zullen overeenstemmen met hetzelfde campagnejaar voor alle percelen die de zone vormen;

2° de verbintenis op het door de Dienst geleverde formulier van elke producent die de percelen opgenomen in de zone uitbaat, om op deze percelen geen genetisch gemodificeerde variëteit van het bij de overeenkomst betrokken soort te bebouwen tijdens 5 jaar na de bekrachtiging van die overeenkomst door de Waalse Regering;

3° een verklaring van elke producent die percelen opgenomen in de zone uitbaat die getuigt van een recht van uitbating van die percelen van meer dan 1 jaar.

De Dienst voert elk nodige onderzoek om de ontvankelijkheid van die overeenkomst te bevestigen en legt het dossier met zijn advies voor aan de Waalse Regering die de overeenkomst bij besluit goedkeurt voor een verlengbare termijn van vijf jaar voor zover de aanvraag geacht wordt ontvankelijk en gerechtvaardigd te zijn.

Afdeling 3. — Opvolging

Art. 32. Om de doeltreffendheid van de overeenkomstig het decreet en zijn uitvoeringsbesluiten genomen maatregelen te beoordelen, wordt een programma m.b.t. de monsterneming en de analyses van de gangbare en biologische teelten uitgewerkt en uitgevoerd door de Dienst in samenwerking met de bevoegde wetenschappelijke instellingen. Dat programma wordt onderworpen en goedgekeurd door het opvolgingscomité overeenkomstig artikel 33. Het toezichtprogramma komt ten laste van de begroting van het Waalse Gewest.

Art. 33. Er wordt een comité voor de opvolging van de coëxistentie opgericht. Dat comité bestaat uit :

1° twee leden voorgedragen door de landbouwvakorganisaties;

2° één lid voorgedragen door de vertegenwoordigers van de sector van de biotechnologieën;

3° één lid voorgedragen door de vertegenwoordigers van de sector van de biologische landbouw;

4° één lid voorgedragen door de vzw "Bioforum Wallonie";

5° één lid voorgedragen door het "Centre wallon de Recherche agronomique";

6° één lid voorgedragen door de "Faculté d'Ingénierie biologique, agronomique et environnementale" van de "Université Catholique" van Louvain;

7° één lid voorgedragen door de "Faculté universitaire des Sciences agronomiques" van Gembloux;

8° één lid voorgedragen door elk pilootcentrum in de zin van het besluit van de Waalse Regering van 29 april 2004 betreffende de erkenning van Pilotcentra voor ontwikkeling en vulgarisatie inzake landbouw, dat betrokken is bij de in het Waalse Gewest bebouwen GGP;

9° één lid voorgedragen door de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu als waarnemer;

10° de directeur van de Directie Milieustaat van het Departement Onderzoek naar het Natuurlijk en Landbouwmilieu of een vertegenwoordiger die hij binnen zijn Directie aanwijst;

11° de directeur van de Directie Landbouwkundige Economische Analyse van het Departement Onderzoek naar het Natuurlijk en Landbouwmilieu of een vertegenwoordiger die hij binnen zijn Directie aanwijst

12° de directeur van de Dienst, die voorziet.

De Waalse Regering benoemt de leden bedoeld in de punten 1 tot 8 voor een verlengbare termijn van vier jaar.

Art. 34. Het opvolgingscomité komt bijeen na oproeping door zijn voorzitter of op verzoek van minstens drie van zijn leden. Het keurt de verslagen goed en brengt de adviezen uit bij voorkeur per consensus van de aanwezige leden. De consensus wordt bepaald als de afwezigheid van tegenstelling tegen het uitgebrachte advies. Als geen consensus kan gevonden worden, worden het advies of de minderheidsadviezen vermeld na het advies van de meerderheid van de aanwezige leden.

Art. 35. § 1. Vanaf het jaar van de teelt van GGP op het grondgebied van het Waalse Gewest werkt het Departement Onderzoek naar het Natuurlijk en Landbouwmilieu jaarlijks een verslag uit over de kwantitatieve en kwalitatieve ontwikkeling van de GGP op het Waalse grondgebied. Wanneer de nodige gegevens beschikbaar zijn, bepaalt dat verslag ook de sociaal-economische impact van deze teelten op de landbouwsector en op het leefmilieu. Het verslag wordt ter advies voorgelegd aan het opvolgingscomité dat het overmaakt aan de Regering. Voor de elementen die ze betreffen wordt een verspreiding van dat verslag verricht via het situatie-overzicht van het leefmilieu en het jaarlijkse landbouwverslag van de "Conseil supérieur wallon de l'agriculture, de l'agro-alimentaire et de l'alimentation" (Waalse Hoge Raad voor de Landbouw, de Agrovoeding en de Voeding).

§ 2. Jaarlijks bezorgt het opvolgingscomité de Regering een evaluatie van de toepassing van de coëxistentiewetgeving gegrond op de door de Dienst geleverde inlichtingen, met name overeenkomstig artikel 24 van het decreet en artikel 32 van dit besluit, en op elke andere gegeven of informatie die hem ter beschikking zou worden gesteld. De opvolgingscommissie beantwoordt de adviesaanvragen van de Regering in verband met de coëxistentie.

HOOFDSTUK V. — *Algemene bepalingen*

Art. 36. De Dienst stelt een vademecum vast dat in het wettelijke kader bepaald bij het decreet en zijn uitvoeringsbesluiten de verplichtingen van de producenten samenvat en de door de Dienst uitgevoerde controleprocedures beschrijft. Dat vademecum wordt ter beschikking gesteld van het publiek.

Art. 37. Wanneer in het kader van dit besluit gewag wordt gemaakt van het gebruik van een formulier zijn alleen de door de Dienst afgegeven formulieren ontvankelijk.

Art. 38. Wat betreft de genetisch gemodificeerde soorten die bij de goedkeuring van dit besluit op de markt worden gebracht, kan de Minister de technische aspecten van bijlage 1 wijzigen naar gelang van de technische ontwikkeling, de ontwikkeling van de kennis over de GGP, de ontwikkeling van de Europese aanbevelingen over de coëxistentie of wanneer een nieuwe genetische gebeurtenis voor het in de handel brengen wordt toegelaten voor die soorten. De Minister kan de minimale inhoud van de in bijlage 2 bedoelde formulieren betreffende de kennisgeving aan derden wijzigen om ze aan te passen aan de behoeften van de controleoverheid.

Art. 39. De Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 27 maart 2009.

De Minister-President,
R DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

BIJLAGE 1

I- MAÏS

A) Exploitatievoorwaarden :

Verplichtingen :

1. De isolatieafstanden die nageleefd moeten worden tussen het genetisch gemodificeerde maisperceel en de niet genetisch gemodificeerde teelten van hetzelfde soort zijn de volgende :

600 meter als het genetisch gemodificeerde perceel geen genetisch gemodificeerde rand omvat;

300 meter als het genetisch gemodificeerde perceel een genetisch gemodificeerde rand met een lengte gelijk aan een volledige zaaimachine met minstens 6 rangen omvat;

2. In het geval van een genetisch gemodificeerde teelt waarvan de genetische gebeurtenis de weerstand tegen één of meerdere insecten is, legt de producent in de onmiddellijke omgeving en bij voorkeur aan de rand van de genetisch gemodificeerde teelt een beschermde gebied aan van niet genetisch gemodificeerde planten van hetzelfde soort op een oppervlakte die minstens gelijk is aan 20 % van de oppervlakte van genetisch gemodificeerde teelt.

3. De hergroei van het gewas moet vernietigd worden tijdens het jaar volgend op de oogst en vóór de volgende zaaiing van maïs.

4. Materieel specifiek voor de teelt van genetisch gemodificeerde maïs :

Zonder waarde

Aanbevelingen :

1. Het is aanbevolen minder zaden dan nodig te gebruiken om de in te zaaien oppervlakte te dekken en met niet genetisch gemodificeerde zaden aan de rand op te vullen. Deze optie biedt de opportuniteit om de zaaimachine te kunnen "spoelen" met niet gemodificeerde zaden door de laatste zaaiing van de randen en om zo het risico voor verspreiding door de zaaimachines te beperken.

2. Bij de oogst, als niet genetisch gemodificeerde randen geïnstalleerd zijn, zal het reinigen van de machine voorkomen kunnen worden door één van de randen van het veld die aan het einde geoogst zal worden, te bewaren, waarbij een "spoeling" van de machine met niet genetisch gemodificeerd materiaal wordt gewaarborgd. De oogst van een twintigtal randmeters zorgt voor een voldoende spoeling.

3. Tijdens de ladings- en afladingsverrichtingen van de oogst van de genetisch gemodificeerde planten vanuit de opslaglokalen zorgt de producent ervoor de producten niet te laten vallen en hun verpakkingen (als de producten verpakt zijn) niet te beschadigen. Als dat het geval is, moeten de lokalen nauwkeurig gereinigd worden.

4. De machines vrij laten draaien en op het perceel gedurende een voldoende tijd rijden om het reinigen te verbeteren.

Bijzondere vervoer voorwaarden :

Zonder waarde

B) Verplichtingen van de eigenaar van het perceel waarop het genetisch gemodificeerd gewas is gelegen

De verplichting om elke eventuele hergroei van maïs die vóór de volgende zaaiing van maïs zou voorkomen, aan elke producent die op hetzelfde perceel opvolgt, overmaken tijdens het jaar volgend op de oogst van de genetisch gemodificeerde maïs.

C) Lijst van de genetisch verenigbare soorten die bebouwd kunnen worden in de isolatiezone (overeenkomstig artikel 7, 6°, b. van het decreet)

Verenigbare soorten

Maïs, gangbare teelt.

Bijzondere exploitatievoorwaarden

Geen enkele

D) Kalender :

De inschrijvingsaanvraag wordt aan de Dienst gericht uiterlijk op 1 februari vóór de gewenste teelt.

Referentiedatum van de zaaingen : 15 april

Toezichtduur : 18 maanden na de zaaingsdatum

Grensdatum voor ontvankelijkheid van de compensatieaanvraag : 31 augustus van het jaar volgend op de zaaing

Termijn vermeld in artikel 26, § 1, van het decreet = toezichtduur

E) Bijdragen :

Controlekosten : 5 euro per 100 randmeter.

Solidariteitskosten per perceel : 40 euro per ha voor de eerste 5 ha, 25 euro per ha voor de bijkomende ha.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering betreffende de coëxistentie van genetisch gemodificeerde teelten naast gangbare en biologische teelten

Namen, 27 maart 2009.

De Minister-President,

R DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

BIJLAGE 2

2.1. Kennisgeving aan de naburige producenten

Minimale inlichtingen te verstrekken door de producent die een genetisch gemodificeerd gewas wenst te bebouwen (betekenende producent) :

Naam en voornaam

Adres van de bedrijfszetel

Producentnummer

Nummer van het (de) betrokken perceel(elen) (oppervlakteaangifte) en aangiftejaar

Minimale inlichtingen ter verstrekken door de producent die de kennisgeving krijgt (naburige producent) :

Naam en voornaam

Adres van de bedrijfszetel

Producentnummer

Verklaring en verbintenis van de naburige producent :

"Ik verklaar geïnformeerd te zijn over het voornemen van de hierboven vermelde producent om een genetisch gemodificeerd gewas te bebouwen.

Ik exploitteer het (de) perceel (elen) dat(die) duidelijk afgebakend en geïdentificeerd wordt (den) op een kaart op schaal 1/5000 die me is voorgelegd (het nummer van de percelen en het aangiftejaar nader bepalen)"

"Ik verbind me ertoe (één van de opties 1 tot 3 kiezen) :

1) genetisch verenigbare plantensoorten te telen op geen enkel van die percelen

2) genetisch verenigbare plantensoorten te telen op één of meerdere van die percelen, die ik wens op de markt te brengen of te gebruiken als GGO-geëtiketteerde teelt (*de betrokken percelen bepalen*)

3) genetisch verenigbare plantensoorten te telen op één of meerdere van die percelen, die ik wens op de markt te brengen of te gebruiken als niet GGO-geëtiketteerde teelt (*de betrokken percelen bepalen*)

Anderzijds verbind ik me ertoe elke informatie over deze verbintenis over te maken aan de producent(en) die me tijdens dat teeltseizoen zou(den) opvolgen op de aangewezen percelen of, bij gebrek aan opvolgende producent, aan de eigenaar van het(de) perceel(elen) waarvan ik niet eigenaar ben. "

Op het formulier te vermelden aanmaning :

"Het gebrek aan antwoord op dat formulier binnen 15 dagen wordt gelijkgesteld met een stilzwijgende verplichting om op de aangewezen percelen geen plantensoorten te telen die genetisch verenigbaar zijn en om die verbintenis over te maken aan de eventuele opvolgende producent (bij gebrek aan opvolgende producent, aan de eigenaar van het (de) perceel (elen))"

Diverse bepalingen

Het formulier wordt gedateerd en getekend door de betekenende producent in één origineel exemplaar en twee afschriften. De naburige producent tekent het origineel formulier en één afschrift en zendt die terug aan de producent. De betekenende producent voegt het origineel exemplaar bij zijn aanvraag tot inschrijving van het genetisch gemodificeerde gewas bij de Dienst.

2.2. Kennisgeving aan de producenten met wie landbouwmateriaal wordt gedeeld

Minimale inlichtingen te verstrekken door de producent die een genetisch gemodificeerd gewas wenst aan te planten (betekenende producent) :

Naam en voornaam

Adres van de bedrijfszetel

Producentnummer

Nummer van het (de) betrokken perceel(elen) (oppervlakteaangifte) en aangiftejaar

Verklaring van de betekenende producent :

"Ik verklaar van plan te zijn het volgende genetisch gemodificeerde gewas te bebouwen (te bepalen soort) en geef kennis van dat voornemen aan de hierna vermelde producent met wie ik gewoonlijk landbouwmateriaal deel"

Minimale inlichtingen ter verstrekken door de producent die de kennisgeving krijgt (die het landbouwmateriaal deelt) :

Naam en voornaam

Adres van de bedrijfszetel

Producentnummer

Verklaring van de producent die de kennisgeving krijgt :

"Ik verklaar geïnformeerd te zijn over het voornemen van de hierboven vermelde producent om een genetisch gemodificeerd gewas te bebouwen. Ik ben op de hoogte van het feit dat als één van met gangbare of biologische producties besmet wordt door een genetisch gemodificeerde plant (hetzelfde eenduidige identificatienummer) die gelijk is aan die bebouwd door de betekenende producent, wordt het bedrag van elke compensatie voor het eventuele geleden economische verlies met 25 tot 75 % naar gelang van de beslissing van de compensatiecommissie verminderd. »

Diverse bepalingen

Het formulier wordt gedateerd en getekend door de betekenende producent in één origineel exemplaar en twee afschriften. De naburige producent tekent het origineel formulier en één afschrift en zendt die terug aan de betekenende producent. De betekenende producent voegt het origineel exemplaar bij zijn aanvraag tot inschrijving van het genetisch gemodificeerde gewas bij de Dienst.

2.3. Kennisgeving aan de eigenaar of aan de persoon die het exploitatierecht heeft toegekend

Minimale inlichtingen te verstrekken door de producent die een genetisch gemodificeerd gewas wenst aan te planten (betekenende producent) :

Naam en voornaam

Adres van de bedrijfszetel

Producentnummer

Nummer van het (de) betrokken perceel(elen) van de oogst (oppervlakteaangifte) en aangiftejaar

Minimale inlichtingen te verstrekken door de eigenaar die de kennisgeving krijgt (= de eigenaar of de natuurlijke of rechtspersoon van wie de producent het recht om het perceel uit te baten heeft gekregen) :

Naam en voornaam

Adres

Verklaring en verbintenis van de producent die de kennisgeving krijgt :

"Ik verklaar geïnformeerd te zijn over het voornemen van de hierboven vermelde producent om een genetisch gemodificeerd gewas te bebouwen op een perceel waarvan ik eigenaar ben of waarvoor ik de exploitatie toelaat.

"Ik verbind er me toe elke informatie betreffende de exploitatievoorwaarden van dat perceel indien nodig over te maken aan de opvolgende producenten"

Diverse bepalingen

Het formulier wordt gedateerd en getekend door de betekenende producent in één origineel exemplaar en twee afschriften. De eigenaar tekent het origineel formulier en één afschrift en zendt die terug aan de betekenende producent. De betekenende producent voegt het origineel exemplaar bij zijn aanvraag tot inschrijving van het genetisch gemodificeerde gewas bij de Dienst.

De verplichtingen van de eigenaar van het perceel waarop het genetisch gemodificeerde gewas gelegen is, die specifiek zijn voor een teelt, worden vermeld in bijlage 1 voor het gewas waarvan sprake.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering betreffende de coëxistentie van genetisch gemodificeerde teelten naast gangbare en biologische teelten

Namen, 27 maart 2009.

De Minister-President,
R DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN